



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/42/PV.6

25 septembre 1987

FRANCAIS

UN LIBRARY

10128

101/10128/101

Quarante-deuxième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 6e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 22 septembre 1987, à 10 heures

Président : M. FLORIN (République démocratique allemande)

Allocution de M. Marco Vinicio Cerezo-Arévalo, Président de la République du Guatemala

Allocution de S. E. Hojjat-ul-Islam Seyed Ali Khamenei, Président de la République islamique d'Iran

Débat général [9] (suite)

Déclaration de :

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 10.

ALLOCATION DE M. MARCO VINICIO CEREZO-AREVALO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU GUATEMALA

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Guatemala.

M. Marco Vinicio Cerezo-Arévalo, Président de la République du Guatemala est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies au Président de la République du Guatemala, S. E. M. Marco Vinicio Cerezo-Arévalo et de l'inviter à s'adresser à l'Assemblée.

Le PRESIDENT CEREZO-AREVALO (interprétation de l'espagnol) : Je suis venu ici représenter la nation guatémaltèque et incarner son désir de contribuer à la paix dans le monde, par le biais de l'édification de la paix dans la région de l'Amérique centrale.

Les Guatémaltèques, comme je l'ai dit dans mon discours devant cette même assemblée en 1986, ont assumé la direction de leur propre histoire et sont animés de la volonté de s'engager, pas à pas, sur la voie qui nous conduira à la réalisation de notre utopie : faire de la société guatémaltèque une société profondément humaine, participative et pluraliste où chaque habitant, quelles que soient sa race, son idéologie, son origine sociale et sa situation économique pourra participer activement à la prise de décisions essentielles pour sa nation. Pour s'engager dans cette voie, le peuple a choisi les critères que nous lui avons soumis et, afin de réaliser nos objectifs, nous utilisons, de façon rationnelle, les ressources humaines et matérielles dont nous disposons.

Ce que je viens de dire est important, je tiens à le souligner, car si l'on veut saisir la nature des propositions que nous avons formulées à l'intention de notre nation et de l'Amérique centrale, on constatera qu'elles renferment l'option d'un respect absolu de la vie des hommes et de la sauvegarde des ressources naturelles sur lesquelles nous comptons, afin de les mettre au service de toutes les familles du Guatemala, et pas seulement des intérêts d'un seul secteur.

Réaliser les objectifs au moindre coût possible, sans compromettre nos principes : tel est le dénominateur commun de chacune des mesures que nous avons adoptées. Nous rejetons toute attitude qui a eu tendance à se généraliser au cours

Le Président Cerezo-Arévalo

de ces dernières décennies, visant à justifier la réalisation d'objectifs, au mépris de vies humaines, en détruisant l'infrastructure et les ressources naturelles qui n'appartiennent à aucune idéologie, faction ou groupe idéologique mais à la nation.

Forts de ce principe, nous nous sommes proposés de rechercher, en toutes circonstances, un accord et d'éviter l'affrontement. Nous avons défini le consensus comme un accord maximum dans le cadre du désaccord, et même lorsque nous exerçons le pouvoir légitime en prenant les décisions définitives, nous veillons de notre mieux à ce que ces décisions soient l'aboutissement d'un processus prolongé de consultations, de discussions et d'apport d'idées émanant de groupes sociaux, économiques ou politiques ne partageant pas nos vues idéologiques et la façon dont nous définissons la société démocratique que nous avons conçue. Et si nous avons été contraints, à un moment quelconque, d'affronter un secteur, un groupe ou une faction donnés de notre société, c'est parce qu'ils avaient fait preuve d'intransigeance ou d'une attitude négative dans la recherche d'une solution commune au profit de la collectivité.

Ce processus de recherche d'un consensus, nous l'appelons concertation, une méthode que d'aucuns qualifient de naïve et d'autres de lente et de peu efficace. Mais comme nous nous enorgueillissons de connaître notre histoire et parce que nous ne voulons plus la revivre, nous savons parfaitement que les autres méthodes, la violence ou l'exercice absolu du pouvoir, au cours de notre vie indépendante et notamment pendant ces 20 dernières années, n'ont abouti qu'à la destruction et à la mort sans que l'on obtienne de résultats positifs dans l'intérêt de nos peuples qui espèrent encore qu'un grand nombre de ses problèmes les plus fondamentaux trouveront une solution.

Pareille décision exige un courage historique, car il s'agit de modifier de manière radicale nombre d'attitudes traditionnelles de certains dirigeants de nos pays : la tentation du pouvoir absolu, le rejet du pluralisme idéologique, le fanatisme partisan ou sectoriel, l'égoïsme suscité par des intérêts économiques familiaux ou individuels, et notamment l'impatience qui a bien souvent conduit à l'adoption de décisions erronées, destinées à accélérer un processus qui devrait en fait se prolonger tout au long de la vie d'une génération et non aboutir au cours d'un mandat présidentiel donné. Nos peuples sont las de se voir sacrifiés à ces

Le Président Cerezo-Arévalo

expériences. Ils attendent de nous, les dirigeants actuels des nations d'Amérique centrale, d'Amérique et du monde entier, que nous adoptions une attitude sérieuse, prudente et réaliste afin que le chemin de l'édification d'une société plus humaine se transforme en un processus irréversible.

De nos jours, la démocratie et les droits de l'homme sont des concepts incontournables. Si le rétablissement de la démocratie est une tâche difficile pour une nation qui l'avait perdue, il n'en faut pas moins veiller de nouveau au respect des droits de l'homme dans une société qui a pâti de la violence.

La Constitution du Guatemala, qui régit notre démocratie, accorde une place primordiale aux droits de l'homme, et mon gouvernement s'est engagé avec succès dans la voie de leur garantie et de leur sauvegarde.

Le Président Cerezo-Arévalo

Ces notions qui guident nos activités politiques au Guatemala animent également toutes les politiques que nous soutenons sur le plan international, à savoir, premièrement, la neutralité active et, deuxièmement, l'idée d'un parlement centraméricain.

Pour ce qui est de l'idée d'une neutralité active, il faut définir cette notion en tenant compte spécialement de ses aspects politiques, idéologiques et méthodologiques, en la rattachant comme il convient au contexte juridique requis. Certains ont souligné en commentant cette notion qu'il ne pouvait y avoir de neutralité active. En effet, en envisageant ce concept, ils examinent séparément les deux mots qui l'expriment et, naturellement, le terme "neutralité", pris dans le contexte international, a une origine fondamentalement juridique. Quant à nous, nous proposons une notion intégrée qui correspond à notre politique internationale et qui signifierait le rejet de la participation aux conflits armés et un travail actif en vue de réaliser la paix, par la voie diplomatique ou par une action politique, grâce à la concertation.

Cette politique est fondée sur la conviction que ces efforts doivent viser à réaliser des accords et à établir un consensus qui réduise toute possibilité d'affrontement afin d'atteindre les objectifs ultimes le plus avantageusement possible. Il est évident que, tout en rejetant l'affrontement armé, nous devons reconnaître qu'il existe dans la région des problèmes qui risquent de nous y conduire. Il est arrivé au cours de notre histoire que bien des conflits intérieurs dans chaque pays aient été instigués, appuyés ou encouragés, ou tout au moins tolérés par certains des pays voisins, qui prétendaient imposer leur propre idéologie ou éviter que le système politique du voisin ne s'installe dans leur propre pays. C'est là une grave erreur qui ne doit pas se répéter. Il faut s'efforcer, au contraire, d'établir dans chacun des pays d'Amérique centrale les conditions requises pour que règnent la tolérance, le pluralisme et la libre participation de tous les secteurs à la politique de la nation.

Agir dans le cadre de normes établies à la suite de consultations populaires grâce aux mécanismes les plus appropriés en vue d'une participation libre et effective, diminuera les tensions intérieures, réduira les possibilités de conflits extérieurs entre nos pays et contribuera nécessairement à développer le respect mutuel que nous nous devons.

Le Président Cerezo-Arévalo

Au lieu d'accepter l'affrontement, il faut que nous prenions des mesures pour mettre en place les méthodes qui permettent d'instaurer un dialogue qui mène à la compréhension de nos problèmes et à leur solution. La neutralité active, c'est le rejet du conflit armé et le travail actif au service de la paix grâce à la concertation.

Une politique internationale comme celle que nous avons définie antérieurement, dont l'épine dorsale est la reconnaissance des réalités distinctes de chaque pays et la recherche d'accords destinés à établir un consensus régional exige un instrument permanent pour mettre en pratique la méthode de concertation proposée, qui permettra de jeter les bases de l'unité politique centraméricaine qui serait la conséquence historique, à long ou à moyen terme, d'un processus de ce genre.

Le Parlement centraméricain serait donc une instance qui permettrait de discuter et de prendre des décisions relatives au règlement de problèmes touchant l'un ou plusieurs des pays de la région, qui risquent de provoquer la généralisation du conflit et qui font obstacle au développement économique et social de nos peuples.

Ce parlement, qui s'inspirerait du Parlement européen, s'efforcera également de faire participer au processus d'intégration régionale nos peuples et les divers secteurs politiques, économiques et sociaux, et il est donc d'une importance vitale que ses membres soient élus directement. Ceci résoudrait les problèmes soulevés par l'ambiance politique et le pluralisme et permettrait d'introduire une représentation proportionnelle. Le système proposé garantirait en même temps le respect du principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chaque pays. Ce parlement pourrait aller jusqu'à créer une instance politique du plus haut niveau et constituer une commission présidentielle qui validerait sur le plan exécutif les accords qui, en de nombreux cas, interviennent au niveau parlementaire.

Le Parlement centraméricain aurait en outre le mérite de compléter et de renforcer ces formules de négociation qui doivent permettre d'instaurer la paix dans la région de l'Amérique centrale, grâce à la concertation et en écartant les attitudes traditionnelles d'affrontement et de polarisation.

La concertation, la neutralité active et un parlement centraméricain, voilà les instruments politiques que nous avons proposés à notre pays dans le contexte de la réalité actuelle de l'Amérique centrale pour atteindre un objectif fondamental, à savoir l'instauration de la stabilité politique, de la sécurité et de la paix dans la région.

Le Président Cerezo-Arévalo

Avec ces instruments, nous encouragerions une attitude positive et optimiste envers l'avenir qui, sans négliger le contexte géopolitique et les problèmes économiques et sociaux existants, apporterait des solutions spécifiques et novatrices à ces problèmes, compte tenu tant de l'intérêt national que de l'intérêt régional.

Par ces moyens, nous voudrions donner aux pays de l'Amérique centrale la possibilité d'entamer des concertations avec toutes ces nations qui s'intéressent à notre région de façon à ce que, d'année en année, chaque accord représente un pas de plus qui permette aux Centraméricains de devenir les véritables protagonistes des événements historiques que nous vivons.

De ce qui précède, l'on peut déduire quels sont les objectifs à court et à moyen terme de la politique internationale du Guatemala.

Il s'agit tout d'abord de mettre en train un processus de paix. La paix en Amérique centrale est plus qu'un objectif utopique. C'est une nécessité fondamentale dans le processus de développement économique et social de chacun de nos pays.

Les groupes armés, qui recourent à la violence pour arracher maintenant le pouvoir politique aux gouvernements constitués, suscitent des affrontements armés qui, non seulement sont une méthode de lutte politique, mais encore constituent de graves obstacles au règlement des problèmes politiques, économiques et sociaux.

Ces combats qui représentent un gaspillage permanent, détruisent la faible infrastructure de régions qui ont à peine commencé leur processus de modernisation et obligent les gouvernements à consacrer une grande partie de leurs ressources à l'affrontement armé, au lieu de les affecter à l'édification d'une infrastructure plus grande et plus efficace qui réponde aux besoins de base de la population.

Il semblerait qu'avec ces guerres de faible intensité, plus que d'atteindre l'objectif final, il importe d'éviter que les pays respectifs soient en mesure de renforcer la démocratie à laquelle nous aspirons tous.

Il est donc évident que, dans la réalité de l'Amérique centrale, la violence constitue, tout au moins dans certains pays, un obstacle immense au règlement de leurs problèmes économiques et sociaux. Nous redoutons que cette violence augmente et se généralise.

Le Président Cerezo-Arévalo

Eviter cette catastrophe, voilà ce que nous, présidents centraméricains avons cherché à faire au cours des réunions intitulées Phases I et II qui se sont déroulées au Guatemala, au cours desquelles nous nous sommes efforcés de trouver des formules qui permettent d'éliminer les causes de l'affrontement et de jeter les bases d'une coexistence harmonieuse et fraternelle.

Au cours de la dernière réunion, nous ne nous sommes pas efforcés seulement d'éviter l'évolution à laquelle je viens de faire allusion, mais aussi de discuter les propositions contenues dans le document présenté par le Président du Costa Rica et nous avons mis en place les bases du développement des processus visant à éliminer les causes des problèmes armés qui menaient à la situation difficile qui s'est établie en particulier dans certains pays.

En Amérique centrale donc, non seulement faut-il mettre un terme à la guerre, mais il faut aussi entreprendre l'édification d'une infrastructure qui permette l'institutionnalisation de la démocratie dans la région, qui garantisse une paix permanente et le développement économique et social.

Le Président Cerezo-Arévalo

Le corollaire essentiel de la paix, c'est la stabilité politique, possible dans un espace pluraliste, où peuvent s'organiser et participer aux grandes décisions de la nation tous les secteurs de la société.

Mon idée personnelle - je suis persuadé qu'elle est partagée par la nation guatémaltèque - c'est qu'un tel processus ne peut intervenir que dans une société démocratique, parce que celle-ci permet de diminuer les tensions qui mènent à la polarisation et à l'affrontement. En fait, notre expérience au Guatemala et celle d'autres nations d'Amérique latine prouvent que l'on peut résoudre les problèmes économiques et sociaux grâce à un pluralisme politique et à une participation organisée de la population; si ce processus se consolidait en Amérique centrale pendant une période prolongée, nous utiliserions alors nos ressources à bon escient, et nous veillerions à leur répartition équitable entre tous les secteurs de la population. Si la stabilité est nécessaire au développement d'une nation, elle l'est encore plus au développement d'une région. Voilà pourquoi nous affirmons qu'institutionnaliser les processus politiques, apprendre la concertation, apprendre à développer notre autonomie, sont les éléments qui apporteront la stabilité dans la région de l'Amérique centrale.

Tous les efforts pour servir la paix et la stabilité politique n'aboutiront à rien, à moins que ne soit institutionnalisé le processus de l'action concertée. Voilà pourquoi nous avons proposé ce parlement centraméricain, institution politique qui viendrait s'ajouter aux différentes organisations qui existent au niveau économique et culturel mises en place au cours de ces dernières années dans la région, et qui pourraient aider à la création de nouvelles institutions susceptibles de renforcer et de moderniser le fonctionnement de celles existant déjà. Ces trois objectifs sont absolument complémentaires, et nous pouvons dire ici que, ayant signé un accord le 7 août dernier, nous nous rapprochons de leurs réalisations. Les cinq présidents de l'Amérique centrale, conformément aux traditions régionales, ont su surmonter toutes leurs divergences de vue et, tenant compte avec réalisme des facteurs et des circonstances propres à l'Amérique centrale, ont abouti à un accord qui par sa portée politique et ses effets éventuels est en soi un exemple d'action concertée pour les autres nations du monde : le plus haut degré d'entente possible au sein de cet accord.

Le Président Cerezo-Arévalo

Le document signé par les Présidents en quête d'un processus de paix ferme et durable en Amérique centrale nous permet de faire un pas en avant vers la réalisation des objectifs déjà cités. Cet accord ne pouvait être possible sans la contribution et les efforts des pays de l'Amérique latine, du Groupe de Contadora et sans la solidarité sans réserve des nations du Groupe d'appui. Il est indéniable que ces efforts ont fait naître un climat approprié pour un véritable dialogue, dans les instances politiques et économiques de toute l'Amérique, sur les problèmes de l'Amérique centrale. D'où l'appui sérieux et ferme accordé aux espoirs suscités par la signature de l'accord "Esquipulas II".

Je dois reconnaître l'apport important de chacun de mes collègues de l'Amérique centrale dans l'élaboration de cet accord et rendre hommage à leur courage politique et à leur engagement historique pris par chacun de leur pays en signant ce document en dépit de toutes les difficultés qui pourraient découler d'une opposition interne ou externe pour chacun d'entre nous. Nous n'aurions pu prendre aucune décision si nous n'avions pas bénéficié des efforts infatigables des Ministres des Relations extérieures et de leurs collaborateurs, qui ont réussi la percée nécessaire pour que nous puissions prendre en temps voulu les décisions qui s'imposaient.

L'accord "Esquipulas II", ne représente qu'un premier pas sur la voie que nous sommes tracée. Nous ne pouvons déclarer au monde que la signature de cet accord résout tous les problèmes, et que la paix et la stabilité sont enfin une réalité. Loin de là; nous nous trouvons à présent face à la tâche la plus ardue, car s'il a été difficile de réaliser des accords qui semblaient inespérés, il est encore plus difficile de les mettre en œuvre. Les Guatémaltèques sont optimistes parce qu'ils sont convaincus que l'on peut aller très loin à condition de faire preuve de la volonté politique d'aller de l'avant. Nos peuples sont avec nous. C'est avec ardeur que nous souhaitons la paix. Nous sommes las de pâtir, et c'est pourquoi nous soutenons le mouvement régional pour la paix, organisé par des jeunes gens et des femmes, à la première réunion des Femmes d'Amérique centrale, qui s'est tenue au Guatemala. Tout le reste de l'année, des femmes et des jeunes gens se réuniront pour des échanges d'idées.

Le Président Cerezo-Arévalo

Je lance ici un appel à la communauté internationale pour qu'elle nous aide à transformer cet accord "Esquipulas II" en une réalité concrète, afin que ce processus ait pour résultat une paix ferme et durable en Amérique centrale, nous permettant de modifier de façon définitive le triste sort qui semblait inévitable à nos peuples. Déjà, au cours de ce processus, des réalisations importantes ont vu le jour. Par exemple on a suscité l'intérêt de nombreux pays appartenant à différents continents pour la nécessité de collaborer au développement économique et social de notre région. On a toujours dit que cette coopération devait avant tout s'adresser aux cinq pays d'Amérique centrale, dans un processus de démocratisation. Le temps est venu pour la communauté internationale de donner des preuves, dans tous les domaines, de sa solidarité. Je ne doute pas que la réaction à cet appel sera enthousiaste et apportera la preuve aux peuples d'Amérique centrale qu'ils ne sont pas seuls dans leur lutte pour une nouvelle société régionale.

L'intérêt de l'opinion publique de l'Amérique du Nord est très positif en ce qui concerne les problèmes de l'Amérique centrale. Nous savons que le peuple américain a toujours combattu dans le monde pour la cause de la démocratie et de la liberté. Voilà pourquoi je répète l'appel des peuples d'Amérique centrale pour que, en ce qui concerne notre région, l'on recherche un accord bipartite aux Etats-Unis.

Pour atteindre cet objectif, il faut accepter l'idée que dans la recherche de la paix et de la démocratie en Amérique centrale, l'accord des Présidents n'est pas un point de référence que l'on puisse accepter ou rejeter, mais un point de départ pour la recherche de solutions. C'est cet accord que nous voulons, et c'est dans le cadre de cet accord, s'il est respecté, que devra s'inscrire la discussion qui mènera à une paix ferme et durable en Amérique centrale.

Nous, Présidents d'Amérique centrale, avons déclaré que c'est une démocratie véritable qui nous mènera à la réalisation de nos aspirations, où tous les secteurs du pays contribueront et participeront aux prises de décisions qui donneront aux dirigeants politiques les moyens de constituer un gouvernement qui soit véritablement du peuple, pour le peuple et par le peuple.

L'autre solution c'est de laisser s'effondrer ce processus, ou de nous forcer à choisir une autre voie; de cela je ne dirai rien parce que c'est en général ce qui a été fait à l'égard des pays qui ne possèdent pas le monopole de la force. C'est là le triste côté de l'histoire du monde.

Le Président Cerezo-Arévalo

Heureusement, des discussions sur les moyens de modifier cette attitude traditionnelle ont commencé, et j'espère que nous pourrons ainsi passer de l'affrontement aux efforts politiques concertés.

En Amérique centrale, nous sommes conscients que nos problèmes s'inscrivent dans le cadre des problèmes mondiaux et que nos efforts d'imagination peuvent contribuer à la recherche de solutions dans ce contexte.

Les questions touchant la paix dans le monde appellent plus particulièrement notre attention; voilà pourquoi c'est avec grand espoir que nous envisageons la possibilité de voir les grandes puissances aboutir à des accords qui mèneront au désarmement progressif et à l'élimination des armes nucléaires et du risque de destruction qu'elles font courir à l'humanité.

Le désarmement et le développement sont deux des problèmes qui préoccupent le plus le monde contemporain. Il s'agit de deux processus distincts qui sont intimement liés. Chacun d'eux a sa propre dynamique et ses objectifs, l'un complétant l'autre. Le désarmement complète le développement grâce à la réaffectation des ressources financières qui pourront être mieux employées mises au service de programmes de développement susceptibles d'éliminer l'analphabétisme, la maladie, la malnutrition, la misère et la pauvreté, qui affligent plus des deux tiers de l'humanité.

Le Président Cerezo-Arévalo

Nous sommes fermement convaincus de la nécessité d'un nouvel ordre économique international. Voilà pourquoi nous avons énergiquement appuyé tous les efforts tentés pour rétablir le dialogue Nord-Sud et nous sommes, bien entendu, en train d'oeuvrer pour trouver de nouveaux moyens de coopération Sud-Sud. Nous pensons que c'est là un domaine qui doit encore être exploré. Notre rôle au Groupe des 77 visera toujours à favoriser la prise de conscience de la nécessité d'une relation meilleure et plus profonde entre les pays en développement.

Pour les pays en développement, la situation de l'économie mondiale est inquiétante et, plus grave encore, les perspectives de son évolution future sont très sombres. Cette situation pèse sur les efforts internes que nous avons consentis dans la majorité de nos pays par l'intermédiaire de programmes d'ajustement.

Nous sommes face à une baisse alarmante des niveaux de vie dans des secteurs importants de nos sociétés et à l'incompréhension et l'égoïsme de certains des secteurs plus favorisés.

Il est évident que, pour pouvoir sortir de la stagnation actuelle, il nous faudra faire des efforts majeurs et consentir des sacrifices. Il faudra en outre que nous puissions compter sur la coopération agissante et appropriée du monde développé. Cet effort doit être un effort conjoint de toute la communauté internationale. Le poids de la dette, le financement limité, la détérioration critique des termes de l'échange sont des problèmes qu'il nous faut attaquer ensemble sur la base de principes tels que la coresponsabilité et la solidarité.

Les questions comme la mise en place de mécanismes qui faciliteraient la renégociation du remboursement de la dette extérieure et encourageraient la conclusion d'accords entre pays en développement, qui nous permettraient de recycler nos capitaux afin de moderniser notre infrastructure de services, doivent faire l'objet d'une analyse prompte et attentive.

Mes amis, citoyens du monde, je suis convaincu que nous vivons l'aube d'une époque nouvelle dans l'histoire de l'humanité, où notre prise de conscience des réalisations consécutives à la guerre nous conduira à rechercher et à bâtir la paix. Le rôle le plus important à cet égard incombe à ceux qui détiennent le monopole de la force, car ce sont eux qui doivent nous permettre d'exercer la seule force dont nous disposons : la force de nos convictions.

Le Président Cerezo-Arévalo

Que Dieu nous aide à conduire notre société internationale actuelle dans cette voie pour que les efforts que nous faisons en Amérique centrale nous permettent de donner l'exemple aux autres régions du monde actuellement en proie aux conséquences de la violence et de l'affrontement, qui verront alors avec espoir la force que les accords politiques peuvent dégager pour bâtir la paix et la stabilité et répondre aux aspirations des êtres humains qui vivent dans nos pays et qui cherchent à satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République du Guatemala de l'importante déclaration qu'il vient de prononcer.

Je prie les représentants de rester assis pendant que le Secrétaire général et moi-même escortons S. E. le Président.

M. Marco Vinicio Cerezo-Arevalo, Président de la République du Guatemala, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

ALLOCUTION DE S. E. HOJJAT-UL-ISLAM SEYED ALI KHAMENEI, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

Le PRESIDENT (interprétation du russe) : L'Assemblée va maintenant entendre une déclaration prononcée par le Président de la République islamique d'Iran.

S. E. Hojjat-ul-Islam Seyed Ali Khamenei, Président de la République islamique d'Iran, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur d'accueillir aux Nations Unies le Président de la République islamique d'Iran, S. E. Hojjat-ul-Islam Seyed Ali Khamenei, et l'invite à s'adresser à l'Assemblée générale.

Le Président KHAMENEI (République islamique d'Iran) (parle en persan; interprétation d'après un texte anglais fourni par la délégation) : Ô Seigneur, par ton saint nom je commence et de toi je demande soutien et appui. Ma vie et ma mort, mes désirs, ma prière et mon éloge sont pour toi. Je t'implore de prêter clarté à mes paroles et magnétisme à mon verbe, d'en faire un message pour les millions qui, passionnément ont soif de vérité et pour ceux qui, dans l'avenir, chercheront la vérité. Ô Dieu tout puissant, ma nation et moi-même, saluons avec reconnaissance l'âme de tes grands prophètes, notamment Abraham, Moïse, Jésus et Mohammed. Que ta paix les accompagne, eux qui ont tout fait et qui ont donné leur vie pour diffuser et immortaliser le message de conscience et de salut de l'homme. Et nos humbles saluts aux coeurs purs et éclairés qui ont entendu ton message, notamment ceux d'entre eux qui ont sacrifié leur vie pour lui.

Mon pays a été centre de civilisation et de culture de l'homme à quelques époques remarquables de l'histoire et, à l'heure actuelle, il est le cadre d'un système politique fondé sur la même tradition culturelle enrichie encore par un éveil islamique. Je viens d'une terre où a pris naissance la révolution la plus célèbre mais la moins comprise de l'histoire contemporaine, une révolution fondée sur la religion de Dieu, marchant sur les pas des prophètes et des grands agents de la réforme spirituelle, une voie aussi longue que l'histoire de l'humanité.

Le weltanschauung unique de l'Islam est le fondement inébranlable et la pensée fondamentale de cette révolution. La signification de l'homme, l'interprétation de l'histoire, l'analyse des événements passés, présents et à venir, la conception du monde matériel, l'explication des éléments qui attachent l'homme au monde qui l'entoure, la terre, les hommes et les objets, la compréhension qu'a l'homme de sa propre existence, en bref tout ce qui contribue à former le système de valeurs de la société de l'homme pour atteindre une administration ordonnée par l'homme est fondé sur cette vision divine et émane de celle-ci.

Dans la pensée islamique, toute existence est création de Dieu et elle est à l'image de son savoir et de son pouvoir. L'univers entier lui est attaché et l'homme est sa créature supérieure à toutes autres et son héritier sur la terre.

Exploitant ses talents intrinsèques, l'homme peut ériger un monde qui a été créé pour lui de la manière la plus belle et, volant grâce aux deux ailes de la foi et du savoir, peut s'élever pour atteindre les sommets les plus hauts de la pensée et les grands sommets matériels. A l'inverse, l'homme peut aussi créer un enfer d'oppression et de corruption en s'écartant du droit chemin et en gaspillant et

Le Président Khamenei

pervertissant le potentiel que lui avait donné Dieu. La seule lumière qui éclaire sa voie est sa foi en Dieu et son obéissance à ses commandements. Le monde temporel est celui qui permet de cultiver le monde suivant et la mort n'est pas la fin de la vie mais seulement le passage vers l'immortalité et le début d'une nouvelle existence.

Dans la pensée divine islamique, toute l'humanité est constituée de frères et de soeurs et de créatures du Tout-Puissant. Il n'y a pas de discrimination de couleur, de race, de sexe ou de lieux géographiques, et ces distinctions ne rendent pas un homme ou un Etat supérieur aux autres. Lorsqu'on agit au mépris des caractéristiques raciales et géographiques, cet acte d'agression contre une personne est un acte d'agression contre l'humanité.

Le sens de la supériorité et du monopole a dressé des frères les uns contre les autres et le sang, versé n'a jamais tari. Les mêmes motifs et les mêmes actes ont entraîné des torrents de sang et, finalement, ce sont des mers de sang qui ont séparé ceux qui recherchent la supériorité et la domination et les victimes de cette arrogance. C'est ainsi que la paix a été arrachée à la vie de l'homme.

Les prophètes ont invité les peuples à obéir à Dieu car c'est un moyen d'écraser le sentiment d'égoïsme et de supériorité en l'homme, de lui offrir la pureté et la tranquillité d'un paradis sur terre avant d'atteindre le paradis éternel au ciel. Ils ont convaincu l'homme de maîtriser son instinct de domination et de supériorité. Ils l'ont également averti de se garder de gaspiller le potentiel humain et de se laisser entraîner dans l'abîme de la corruption morale. Ils lui ont ouvert des fontaines de vertu, d'honnêteté, d'amour, de travail, d'initiative, de savoir et de conscience et ils ont insisté sur l'amour de Dieu et l'amour de son peuple, qui sont la seule garantie qu'ait l'homme de se prémunir de la perversion et de sublimer son âme.

Ils ont enseigné à l'homme comment user de son pouvoir pour défendre ses valeurs, pour bloquer la route aux satans de la corruption et de la perversion, pour lutter contre l'ignorance et la cruauté de l'esclavage, pour défendre la connaissance, la justice et la liberté. Ils lui ont enseigné à ne pas opprimer et à ne pas non plus permettre que d'autres l'opprime. Ils lui ont appris à défendre l'égalité et la justice et à ne donner aucune chance au mal. Ils lui ont également enseigné que baisser les bras devant les ennemis de la justice, de la vertu et de la charité n'aboutissait qu'à détruire ses valeurs et revenait à s'incliner devant le mal, l'oppression et la corruption.

Le Président Khamenei

Dans la pensée divine islamique, la religion de Dieu n'est pas seulement l'aboutissement des qualités morales de l'homme, mais la forme même de la vie. La religion offre à l'homme un système social complet et pas seulement certains modes de culte et certaines traditions, même si certaines formes de culte et de traditions sont empreintes du même esprit de vie et sont au service du même système. Le système social repose sur la même pensée religieuse. La liberté, l'égalité des peuples, la justice sociale, la conscience de l'existence des personnes dans le cadre de la société, la lutte contre la corruption et la perversion, le fait de préférer un idéal humanitaire aux désirs des individus, le fait de rejeter la domination de Satan ainsi qu'un comportement personnel moral et le fait d'être scrupuleux en politique et dans son travail, tout cela est né et inspiré d'une même interprétation universelle du monde et de l'homme. L'Islam rejette comme étant immoraux tous les systèmes fondés sur la force, l'oppression, l'ignorance, la violence, la répression, la tyrannie et l'humiliation de l'homme par la discrimination fondée sur la race, la nationalité, le sang ou la langue, et exige des fidèles qu'ils éprouvent à l'égard du prochain, qu'il soit de leur religion ou non, amour, affection et un sentiment d'appui, à l'exception de ceux qui luttent contre l'ordre islamique, contre lesquels il convient d'avoir une attitude de rigueur.

C'est sur la base de ces principes fondamentaux et de ces objectifs que la révolution islamique est née en Iran et qu'elle a jeté les bases de la République islamique. De nombreux spécialistes se sont interrogés sur l'origine de la Révolution islamique de février 1979, et beaucoup ne l'ont pas bien comprise. A notre avis, ce grand événement a été en partie la conséquence de l'inefficacité des systèmes existants dans le monde et du vide et du caractère fallacieux des slogans de démocratie et d'égalité de ces systèmes. L'Islam, à nouveau, a pu briller dans cette sombre atmosphère à travers la poussière des distorsions et des idées fausses qui le recouvraient depuis des siècles. Le soleil de l'Islam a brillé sur l'Iran et a entraîné une tourmente révolutionnaire. Il brillera un jour sur bien d'autres régions du monde; attendons, et nous verrons. Mais, malgré toute la propagande négative, l'éveil des musulmans dans de nombreux pays islamiques n'est pas la conséquence de la Révolution islamique d'Iran : c'est plutôt la manifestation de la fraternité islamique.

Le Président Khamenei

L'Iran est situé dans l'un des points d'importance stratégique les plus névralgiques. L'Iran a un passé de science et de culture et est riche en ressources matérielles. La Révolution islamique d'Iran s'est opposée à un régime qui avait placé tout cela au service des intérêts des puissances impérialistes du monde, et notamment des Etats-Unis, depuis près d'un quart de siècle. Nul n'avait plus besoin de la richesse spirituelle et matérielle que le peuple iranien, mais cette richesse lui était refusée. Les prétentions de progrès et de modernité de l'ancien régime étaient toutes fausses, mais la machine de propagande occidentale, notamment sa composante sioniste, continuait d'en faire la publicité. C'est ce régime que la Révolution islamique a renversé en lançant ses importants objectifs. Neuf années se sont écoulées depuis ce moment et, pourtant, de nombreuses questions ne sont pas encore tout à fait résolues. Il n'y a pas de cas où une révolution, des opinions et des principes comme les nôtres ont donné lieu à autant de critiques malveillantes et non fondées.

Pour la gouverne de ceux qui cherchent la vérité, je vais maintenant essayer de faire la lumière sur certains aspects exceptionnels qui donnent un caractère différent à cette révolution, et je terminerai ma déclaration par un bref message.

Premièrement, cette révolution, dès le départ, était la révolution d'un peuple, totalement et à 100 %. Aucune des méthodes familières qui ont joué un rôle clef dans certaines autres révolutions n'a été présente dans notre révolution. Il n'y a pas eu de groupes armés de guérilla; il n'y a pas eu de parti politique actif sur le plan militaire; il n'y a pas eu de groupes révolutionnaires ni d'officiers oisifs, etc. Il n'y a eu qu'un peuple, un peuple sans arme, qui a occupé Téhéran, ainsi que d'autres villes et agglomérations de l'Iran. Il a rempli les rues et l'air des villes par sa présence révolutionnaire et par ses slogans révolutionnaires, de façon telle que la clique au pouvoir et son gouvernement ne pouvaient plus respirer et, un à un ou par groupes, ils ont dû renoncer à leurs centres de pouvoir et à leurs châteaux et quitter le pays à la hâte. Le Chah, les premiers ministres, les généraux de l'armée, les ministres et d'autres criminels notoires ont fui le pays pour échapper à la colère du peuple quand il a pu l'exprimer.

Le Président Khamenei

Bien sûr, cela s'est produit à l'issue d'une longue année pendant laquelle le régime avait exploité toutes les ressources politiques, militaires et policières à son service pour disperser le peuple et l'obliger à reprendre le travail et à rentrer dans ses maisons et, à ces fins, avait tué par balles des milliers de personnes dans les rues, les mosquées, les universités et sur les lieux de travail, de manière flagrante et sans discrimination. Malgré toutes ces mesures, la présence du peuple s'est accrue. Lors des derniers mois, lorsque le régime est devenu plus violent, le peuple a déferlé par millions dans les rues. Le régime, craquant sous la pression du peuple qui ne défendait même plus sa vie, n'a pas pu résister à l'assaut des masses et a été obligé de faire la plus grande concession : il a sacrifié le Chah. Ce dernier a fui le pays pour ne jamais revenir, et la retraite du régime s'est ainsi accélérée.

Le grand dirigeant de la Révolution, dont chaque mot a été pour chaque Iranien une leçon de conscience, de volonté et de détermination, a pu annoncer la formation d'un gouvernement révolutionnaire, se nourrissant de sa foi en Dieu le tout-puissant et reposant sur la volonté inébranlable du peuple. Le pouvoir tyrannique du Chah ne pouvait que s'effondrer automatiquement et se dissoudre. Les derniers bastions du régime étaient les casernes sans soldats et sans officiers. Au dernier moment, quelques garnisons ont manifesté quelque résistance, mais tout a été vain puisque le peuple était partout et l'a emporté. Le miracle de la Révolution a été la victoire du peuple. C'est seulement après la chute des garnisons militaires que le peuple a pu prendre les armes mais, à ce moment-là, le royaume s'était déjà effondré et ces armes ont été utilisées pour assurer la protection du nouvel ordre révolutionnaire. Les gens, jeunes et vieux, hommes et femmes, ont été l'instrument de la défaite du régime du Chah qui était armé jusqu'aux dents et qui bénéficiait de l'appui des plus grandes puissances. C'est le peuple qui a établi la République islamique et son arme était sa foi, sa volonté et son sang, et le sang l'a emporté sur l'épée.

Le Président Khamenei

La doctrine du "sang triomphant du fer" est la seule politique pour l'opprimé dans sa résistance et sa lutte contre l'opresseur et elle a été énoncée par le leader de notre révolution longtemps avant la révolution même. Ainsi, la première victoire de notre révolution a été remportée contre le régime armé du Chah, qui était fortement appuyé par l'Occident et les Etats-Unis. Depuis, elle a remporté d'autres grandes victoires, dont certaines peuvent même être jugées plus importantes que la défaite du Chah. Cette expérience unique - unique du moins en notre siècle - mérite d'être étudiée avec attention par les nations opprimées comme par les puissances d'oppression qui sous-estiment le pouvoir du peuple.

Le deuxième aspect que j'ai évoqué, c'est que la révolution a pris racine dans la religion, dans l'Islam. Il y a eu de nombreux mouvements révolutionnaires dans l'histoire, dont l'esprit combattif était animé par la foi religieuse, mais cela n'a été que peu ou prou pris en compte par les spécialistes. Dans notre révolution, néanmoins, tout venait de l'Islam : ses buts, ses principes, ses méthodes de lutte, ainsi que la constitution de l'ordre nouveau et son système administratif particulier.

Ce fait ajoute certaines dimensions surprenantes à la définition de la révolution et a donné un sens nouveau à sa victoire. Comme nous le savons, l'Islam est depuis un siècle et demi la cible d'attaques de la part des puissances colonialistes, de leurs valets, de leurs agents réactionnaires, justement en raison de sa capacité inépuisable de révolution et de reconstruction. En outre, l'Islam est la foi sacrée et la religion divine de plus de 50 pays, qui comptent plus d'un milliard de Musulmans. Par conséquent, une victoire révolutionnaire qui découle de l'Islam est en fait la victoire de ce milliard de personnes sur tous ceux qui, au fil de l'histoire, ont lutté contre l'Islam. C'est pour cela que des centaines de millions de Musulmans dans des dizaines de pays islamiques ont salué la victoire de notre révolution.

Cette dimension religieuse protège également le peuple, le leader de la révolution et ses administrateurs contre toute retraite, contre toute défaite, contre la peur ou la faiblesse. Quand on lutte pour Dieu, il n'y a pas de défaite - et encore moins de peur, de faiblesse ou de retraite!

Le Président Khamenei

La non-dépendance vis-à-vis de l'Est comme de l'Ouest est la troisième autre caractéristique exceptionnelle de la révolution et c'est maintenant le fondement de notre système révolutionnaire. Cela est aussi une des manifestations de notre foi et de notre confiance en Dieu dans tous les aspects de la vie, au niveau de la personne comme au niveau de la société. Le principe dominant de la politique mondiale actuelle, c'est qu'on ne peut vivre dans le monde politique contemporain sans s'appuyer sur l'un ou l'autre bloc. Il peut y avoir une différence dans le degré d'importance accordé à cet argument, mais le principe sacré est incontestable. Sur le plan idéologique, il y en a qui, idéologiquement, approuvent le non-alignement ou la non-dépendance vis-à-vis de l'un ou de l'autre bloc, mais ne pensent pas réellement que cette attitude puisse donner des résultats. Notre révolution, dans ce contexte, a présenté une nouvelle philosophie et s'y est conformée avec sincérité. Notre révolution a prouvé que les puissances impérialistes peuvent ne pas être prises en compte, qu'on peut résister à leurs tactiques d'intimidation et que le chantage peut ne pas être efficace contre la foi en une force plus puissante que tous les pouvoirs matériels : la foi dans le Dieu tout-puissant.

Nous savons bien que nous avons un lourd tribut à payer pour cette croyance et pour la lutte que nous menons, mais nous y sommes préparés.

Que cette expérience ouvre la voie aux nations vers leur véritable indépendance et le rejet total de l'hégémonie des grandes puissances; la division actuelle du pouvoir menace l'humanité et contient la promesse d'un avenir amer.

La quatrième particularité de notre révolution - particularité très actuelle - c'est qu'elle doit faire face à une hostilité incroyable et recevoir des coups exceptionnels. Il est certain qu'aucune révolution n'est à l'abri des contrecoups du système de domination de notre monde, mais la variété, la profondeur et l'énormité des hostilités et des haines sauvages déchaînées contre nous au cours des neuf dernières années forment une histoire particulièrement intéressante à entendre. La révolution n'avait pas encore atteint son pinacle qu'une attitude hostile, surtout de la part des Etats-Unis d'Amérique, commençait à la défier. Certains officiels qui ont révélé leurs secrets avec le temps avouent maintenant que, pendant les derniers mois du régime tyrannique du Chah, le Gouvernement des Etats-Unis, le Président et son conseiller en sécurité nationale ont essayé d'encourager le Chah en l'incitant à être plus décisif. Le sens de cette expression a été plus tard expliqué dans les déclarations du Général Huyser,

Le Président Khamenei

qui était venu à Téhéran en qualité de représentant spécial du Président des Etats-Unis d'Amérique. A son avis, et selon les conseils qui lui avaient été prodigués, le régime du Chah devait être défendu même si cela pouvait entraîner des le massacre de dizaines de milliers de personnes. Son incroyable justification, c'était que cela valait mieux que la mort de milliers d'autres plus tard. De l'avis des honorables autorités américaines, il importait que, si les Etats-Unis n'intervenaient pas dans les affaires intérieures de l'Iran, le sang de dizaines de milliers de gens ne serait versé ni maintenant ni plus tard.

Il est certain qu'il n'y avait d'autre raison à l'échec de la mission de Huyser et à sa fuite de Téhéran, ainsi qu'à l'arrestation ou à la fuite de tous les éléments des Etats-Unis qui avaient besoin pour l'exécution de ses plans maléfiques, que l'implacable férocité des forces révolutionnaires et la puissance de la nation qui s'était dressée pour lutter pour Dieu et qui ne craignait rien d'autre que Dieu. Ce ne sont pas les ennemis de la révolution qui ont décidé de partir; c'est la révolution qui les a contraints à fuir. Ils avaient déjà exercé toutes leurs pressions par l'intermédiaire de ce traître qu'était le Chah.

Après la victoire de la révolution, des complots hostiles ont été fomentés sous diverses formes. La première mesure astucieuse a été l'infiltration de postes révolutionnaires par des agents ennemis et la deuxième a été l'organisation de toutes sortes de partis d'opposition ou de regroupements dans l'atmosphère politique libre qui est apparue après des décennies de dictature et de répression. Dans le premier cas, il est intéressant de faire observer qu'un agent loyal qui, quelques semaines après la révolution, avait fait l'objet d'un procès révolutionnaire et avait été exécuté pour trahison avait réussi, coûte que coûte, à se faire nommer commandant de la force aérienne aux premiers jours de la révolution. Dans le deuxième cas, dès les premiers mois qui ont suivi notre victoire, quelque 400 partis et groupes politiques sont apparus en Iran, y compris des loyalistes, des communistes, des séparatistes et des pan-Iraniens. Bien sûr, il ne faut pas oublier que certaines ambassades étrangères à Téhéran, notamment l'ambassade de l'archi-Satan, ont été les centres qui ont organisé certains de ces groupes et les ont aidés financièrement et idéologiquement.

Le Président Khamenei

Une autre forme de terrorisme sanglant et sans merci a été l'hostilité et la vengeance à l'égard de notre révolution. Des groupes terroristes dénués de tout appui populaire, mais qui avaient volé des armes, des munitions et des explosifs ont pu facilement, lors des premiers jours chaotiques de la révolution, et grâce à l'aide de certains gouvernements étrangers, établir un vaste réseau terroriste en Iran.

Le Président Khamenei

Les assassinats individuels ou collectifs, les énormes explosions de bombes, les détournements d'avions, les enlèvements, les cas de torture particulièrement horribles, les fusillades aveugles et le massacre délibéré d'innocents font partie des actes commis en Iran par certains groupes terroristes appuyés et encouragés par les ennemis avoués de notre révolution. Les victimes de cette violence barbare appartenaient à toutes les couches de la société iranienne, y compris d'importants dirigeants et responsables de la révolution ainsi que de simples travailleurs et ouvriers, hommes et femmes et, bien sûr, des enfants et des passants innocents.

Aujourd'hui, les dirigeants de ces groupes terroristes, qui ont maintes fois revendiqué la responsabilité de leurs actes criminels, se voient offrir sécurité et protection ainsi qu'une vie confortable aux Etats-Unis, en France et dans certains pays occidentaux, sous le prétexte euphémique d'"opposition à la révolution". Et les pays qui protègent ces terroristes accusent la République islamique d'Iran de "terrorisme". Voilà une politique étrangement paradoxale, où les victimes innocentes d'un terrorisme aveugle et barbare sont elles-mêmes accusées de "terrorisme" par ceux-là mêmes qui ont aidé à la création de ces groupes terroristes et qui à l'heure actuelle s'en occupent si bien.

En tant que Président et serviteur de mon pays et en tant que victime d'une attaque terroriste sauvage qui a échoué par la volonté du Tout-Puissant, j'ai l'honneur de déclarer ici qu'aucun de ces actes barbares et sanguinaires ne saurait ébranler la volonté de notre peuple, malgré l'ampleur sans précédent du terrorisme : rien qu'au cours d'un de ces incidents, quelque 72 dirigeants et responsables de la révolution, y compris plusieurs ministres, une vingtaine de députés du Parlement et certaines personnalités irremplaçables de notre révolution, tel le martyr Ayatollah Beheshti, sont morts dans des conditions affreuses; lors d'un autre incident, le Président et le Premier Ministre ont tous deux péri, victimes de l'explosion d'une bombe. Mais ces actes barbares ne font que renforcer la foi et la confiance du peuple en Dieu ainsi que son ardeur révolutionnaire.

Les coups d'Etat militaires sanglants accompagnent inévitablement toutes les révolutions fomentées par les grandes puissances et, dans le cas de la révolution iranienne, il y en a eu plusieurs; l'un d'eux a failli mal tourner. Sans l'appui de notre peuple et la vigilance de nos dirigeants, les prédictions d'un certain général américain - effusions de sang et massacre de millions de personnes - se seraient réalisées.

Le Président Khamenei

Mais l'acte le plus grave, le plus douloureux et le plus catastrophique perpétré par nos ennemis a été de déclarer la guerre à notre révolution, c'est-à-dire d'encourager les ambitions d'un voisin, de le persuader d'envahir notre territoire et de lui garantir toutes formes d'appui et d'assistance.

Aujourd'hui, après bientôt sept années de guerre, il est tout à fait clair que l'invasion de l'Iran par l'armée iraquienne le 22 septembre 1980, soit 19 mois après l'instauration de la République islamique, avait en fait pour buts l'échec de la révolution et le renversement de la République islamique. L'invasion a été menée par près de 10 divisions et des centaines de bombardiers, qui ont déclenché l'attaque sur terre, depuis les airs et sur mer. L'expansion était également l'un des buts visés par l'envahisseur, qui cherchait à annexer une province de l'Iran - fait qui a fréquemment été admis dans les journaux irakiens ainsi que dans des articles parus sous la plume de journalistes qui ne sont pas à la solde des Irakiens. Les Irakiens ont, plus souvent qu'on ne s'y attendait, reconnu ces objectifs ouvertement et avec force détails.

Ce que l'Iraq s'était imaginé tirer de cette invasion, en plus de stabiliser sa situation à l'intérieur, était d'apparaître comme la puissance dominante de la région ou du moins du monde arabe, ce qui était extrêmement important pour la non-entité qui dirige l'Iraq. L'accès à une partie considérable de la frontière côtière de la région du golfe Persique, région d'une extrême importance, était certainement un autre motif de poids.

Par une victoire iraquienne qui aurait sonné la défaite de l'Iran, sa désintégration et l'effondrement de la République islamique, les puissances impérialistes auraient également atteint un autre but important, à savoir le démantèlement d'un nouveau système qui perturbait l'équilibre politico-économique existant, et mis un terme à l'influence des grandes puissances, principalement les Etats-Unis. Dans le cas de notre défaite, la situation serait redevenue "normale" pour les Etats-Unis et quelques autres et on en serait revenu à la même vieille histoire d'influence politique et économique.

Nous devons admettre qu'au départ nous avons été pris au dépourvu. Nous étions aux prises avec d'innombrables problèmes internes inhérents à la révolution. C'est ce fait, joint à notre manque d'expérience, qui a rendu l'invasion possible. Mais les caractéristiques particulières de notre révolution sont venues à notre secours : au bout de quelques mois, au prix des efforts et des sacrifices héroïques et surhumains de notre peuple et de nos forces armées, une

Le Président Khamenei

grande partie des territoires occupés ont été libérés. Néanmoins, les effets catastrophiques de l'invasion défient toute description : des cités prospères comme Abadan, Khorram-shahr, Hovaizeh et Qasre-Shirin, ont été rasées; la petite ville de Dezful a été à elle seule la cible de quelque 250 missiles sol-sol; de nombreux villages paisibles, il ne reste pierre sur pierre; des usines ont été réduites à des tas de ferraille; de nombreuses fermes ont tout simplement disparu; des monuments culturels d'une valeur inestimable ont été gravement endommagés et, chose plus grave encore, des innocents ont perdu la vie.

La perpétration de crimes de guerre, tels que les attaques sauvages perpétrées contre la population civile des zones de peuplement, le massacre de milliers de femmes et d'enfants sans défense, l'arrestation de personnes innocentes sur les routes occupées, durant les premières semaines de la guerre, la violation des accords et des normes internationaux, tels que le recours aux armes chimiques sur une grande échelle, les raids aériens contre des navires de commerce, des aéronefs civils et des trains de passagers ne sont que quelques exemples parmi d'autres des actes que le régime iraquien continue de perpétrer ouvertement dans la poursuite de cette guerre.

Après les efforts du début de la guerre, après avoir eu le temps de faire le point de la situation et de réfléchir, le peuple iranien en a tiré l'amère leçon, à savoir qu'une sécurité reposant sur les promesses et les engagements d'un agresseur forcené n'a aucune valeur et que croire en une telle sécurité est insensé et par trop simpliste.

Le chef du régime iraquien avait annoncé publiquement que l'accord qu'il avait passé avec le Gouvernement iranien en 1975 - l'Accord d'Alger - avait été signé à une époque où l'Iraq était faible et qu'en conséquence il n'était plus obligatoire ni valable. Il a déchiré un exemplaire de cet accord et envahi l'Iran quelques jours plus tard.

La leçon a été amère mais riche d'enseignements pour la nation iranienne. Elle a réveillé la conscience révolutionnaire de notre peuple, qui a alors pris une décision et fixé un objectif à ses efforts. Il a décidé non seulement de libérer les territoires occupés et d'obtenir réparation pour dommages de guerre - objectifs dont il est tout à fait en droit d'exiger la réalisation, quand bien même une partie importante de ces dommages ne peuvent être réparés - mais aussi de châtier l'agresseur et de le chasser.

Le Président Khamenei

En proposant de châtier l'agresseur, nous avons non seulement cherché à assurer notre sécurité nationale, mais nous avons également pensé à la sécurité et à la stabilité de toute la région. Si un agresseur est puni une fois de son agression par la famille internationale des nations, nous pouvons être certains que l'instinct d'agression - qui va souvent de pair avec des éléments malveillants et opportunistes - se trouvera calmé pour bien des années à venir, et notre région, voire le monde entier, n'aura pas à souffrir des conséquences catastrophiques des guerres d'agression non provoquées.

Les procès de Nuremberg ont garanti aux Etats européens, si férés de guerre, près de 40 années de paix et de sécurité. Pourquoi ferions-nous fi de l'expérience de Nuremberg?

Alors que des milliers de kilomètres carrés de notre pays se trouvaient occupés, les grandes puissances, usant de leurs armes publicitaires influentes, ont exercé sur nous de fortes pressions pour que nous acceptions un cessez-le-feu en échange de la création d'un comité qui permettrait à l'envahisseur de revenir aux frontières internationales. Cela signifiait que nous aurions laissé l'ennemi fouler aux pieds une partie de notre existence, de notre honneur et de notre dignité, et que nous aurions mendié l'attention d'un quelconque comité international dans l'espoir de recouvrer notre intégrité. C'est bien là la plus grave insulte que l'on puisse faire à l'intelligence d'une nation révolutionnaire honorable. Même les gens les moins informés du monde ont sous les yeux l'exemple de la tragédie sanguinaire que vit le peuple palestinien qui rejette ces propositions tyranniques. Si des cessez-le-feu imposés et des promesses fallacieuses et vides avaient pu rétablir dans ses droits légitimes et évidents la nation palestinienne, il aurait pu en être de même pour d'autres.

Dans notre cas, alors même que la plus grande partie des territoires occupés ont été libérés grâce aux efforts héroïques de notre peuple et au prix de son sang précieux - certaines régions, telle Maft-Shahr, restant encore occupée - nous pensons que notre tâche principale est de punir l'agresseur. Et aujourd'hui, lorsque nous faisons le bilan des pertes irréparables occasionnées par cette guerre qui nous a été imposée, nous chérissons plus que jamais cet objectif et pensons que si nous ne châtions pas l'agresseur, tout ce que nous pourrions encore accomplir ne représentera rien pour notre peuple. En tant que nation qui a assumé une guerre de sept ans, nous aspirons plus que quiconque à la paix, mais cette paix, une paix

Le Président Khamenei

durable, ne peut être instaurée qu'en châtiant l'agresseur, qui a commis bien d'autres péchés depuis le péché originel d'agression par lequel il a déclenché la guerre.

Aujourd'hui, comme en 1975, l'Iraq se trouve de nouveau en position de faiblesse et tout le monde le sait. Le genre de paix approuvé aujourd'hui par le régime iraquien disparaîtrait instantanément après quelques années ou dès qu'il se sentirait en position favorable, et une nouvelle guerre engloutirait la région. La seule garantie d'avenir est le châtement de l'agresseur.

La paix, indubitablement, est un mot séduisant et beau. Cela est si vrai que même les plus grands partisans internationaux de la guerre et les producteurs d'armements de destruction globale flirtent avec ce terme, et l'aiment avec hypocrisie. Mais, à notre avis, le mot "justice", que les puissants et les oppresseurs considèrent avec une prudence craintive, est encore plus beau et plus important.

Le nombre de ceux qui ont sacrifié leur bien-être, leur paix et leurs vies pour la justice n'est pas négligeable. Ils sont reconnus comme de grands héros. Les villes européennes sont toujours fières de leur résistance contre l'agression d'Hitler, et Moscou s'enorgueillit encore de son autodafé qui a stupéfié et berné l'armée de Napoléon, et Léningrad de la résistance qu'elle a opposée pendant quatre ans au siège des envahisseurs nazis.

En vertu, notamment, du tout premier article de leur Charte, les Nations Unies ont l'obligation d'assurer la justice et de prendre des mesures contre les actes d'agression. Et c'est là tout ce que nous attendons du monde et des Nations Unies.

Les grandes puissances ont fort hypocritement qualifié la guerre qui nous est imposée de "guerre insensée" mais, par contre, elles ont toujours appuyé, dans cette guerre, l'initiateur et l'agresseur sur les plans politique, militaire et économique.

Il est certain que le déclenchement de telles guerres est toujours insensé, mais tant que l'agresseur espérait encore atteindre son funeste objectif, il n'a jamais employé ce terme.

Aujourd'hui, cependant, cette guerre revêt un sens profond pour notre peuple : des efforts héroïques et désintéressés ont été faits pour arrêter l'agression et pour prouver que les nations ont le pouvoir, en dépit de la volonté des grandes

Le Président Khamenei

puissances, de défendre leur révolution, leur stabilité et leur intégrité. Notre nation, au prix de grands sacrifices, rejette la notion, qui a toujours abouti à l'agression et à la guerre, selon laquelle le fait de compter sur les armes perfectionnées et l'appui des grandes puissances est une garantie de succès.

Au cours des sept dernières années, le peuple iranien a cherché une réponse à une question importante. Et aujourd'hui, du haut de cette tribune, je tiens à poser cette question. Pourquoi tous ces gouvernements, qui savent très bien que c'est le Gouvernement iraquien qui a déclenché cette guerre et provoqué l'agression - et nombreux sont ceux qui le savent - ont-ils choisi de garder le silence devant ce grave crime international? Et pourquoi les médias internationaux ont-ils cherché, dans ce cas, à méconnaître la grande responsabilité qui leur incombe à l'égard de la conscience de l'humanité et de l'appel de l'histoire?

La clef du problème réside peut-être dans les relations politiques particulières qui régissent notre monde contemporain et dans la géométrie déficiente créée par le fait que les grandes puissances exercent leur domination dans les relations internationales. Et pourtant, notre peuple semble avoir découvert la vérité.

Mais la question à laquelle aucune réponse convaincante n'a pu être trouvée est celle-ci : pourquoi le Conseil de sécurité des Nations Unies, organe qui a été créé essentiellement pour sauvegarder la sécurité internationale et s'opposer à l'agression, a-t-il entièrement méconnu ses obligations et même agi au mépris de son devoir?

Je crois que nul n'ignore que le Conseil de sécurité n'a eu aucune réaction lorsque l'Iraq a envahi l'Iran sur un front de 1 000 kilomètres. L'armée iraquienne a franchi les frontières internationales en une semaine seulement et s'est enfoncée profondément à l'intérieur de l'Iran, en des points situés de 70 à 90 kilomètres des frontières, et des personnalités iraquiennes ont annoncé que leur armée avait l'intention de rester là à tout jamais.

Le Président Khamenei

Ce n'est qu'après la reconnaissance de l'invasion que le Conseil de sécurité a adopté sa première résolution sur la question - la résolution 479 (1980) du 28 septembre 1980. Dans cette résolution, on ne mentionnait ni l'agression ni l'occupation, ni n'exigeait un retrait aux frontières internationales, mais, et c'est assez surprenant, on demandait aux deux parties de s'abstenir de "tout nouveau recours à la force". Cela revenait simplement à reconnaître pleinement l'occupation de certaines zones et à demander à l'armée iraquienne de ne pas poursuivre son avance. Pour ce qui est de l'Iran, on demandait à notre peuple d'arrêter le combat contre l'agresseur.

Ce fut là la toute première mesure du Conseil de sécurité, par laquelle il a foulé aux pieds, de par sa propre décision, ses principales obligations en matière de défense de la paix et de la sécurité internationales, honteusement et tragiquement.

Après cela, un silence de mort a longtemps régné au Conseil de sécurité, à savoir jusqu'à la libération de Khorram-shahr à l'issue d'une opération militaire qui a brisé l'armée d'occupation et abouti à la capture humiliante de milliers de soldats et d'officiers ennemis. Et pourtant, jusqu'à ce moment-là, le Conseil de sécurité avait complètement oublié cette guerre sanglante qui se poursuivait et qui continuait de faire la une de la presse internationale tous les jours.

Ainsi, le Conseil de sécurité s'est soudain rappelé à nouveau la guerre Iran-Iraq. Quelques semaines après la libération de Khorram-shahr, le Conseil de sécurité a adopté sa deuxième résolution sur cette question - la résolution 514 (1982) du 12 juillet 1982. Dans cette résolution, le Conseil demandait "le retrait des forces jusqu'aux frontières internationalement reconnues". Mais ce qu'il demandait avait déjà été réalisé, parce que notre peuple héroïque et ses combattants courageux et dévoués avaient déjà libéré une grande partie des terres occupées. Cette résolution, elle aussi, brillait par de trop nombreuses omissions : nulle mention de l'agression, nulle mention de l'agresseur, pas un mot au sujet des destructions, des dommages ou des réparations, aucune garantie d'une sécurité et d'une stabilité véritables et pas un mot sur le châtement du fauteur d'insécurité. Dans cette résolution, on avait choisi de faire le silence sur tous ces points essentiels.

Par conséquent, nous nous sommes retrouvés seuls, une fois de plus, pour défendre nos droits légitimes. Et je dois dire que la position du Conseil de sécurité sur la guerre qui nous a été imposée n'a pas changé à ce jour.

Le Président Khamenei

Certes, les initiatives indépendantes du Secrétaire général ont en quelque sorte aidé à la réalisation des objectifs des Nations Unies, mais ses bons offices n'ont pas été appréciés à leur juste valeur. Je devrais, néanmoins, le remercier de ses efforts et de ses bons offices. Il conviendrait également d'évoquer feu le Premier Ministre de la Suède, M. Olaf Palme, qui, en sa qualité de représentant spécial du Secrétaire général, avait sincèrement essayé d'aider.

Le voyage du Secrétaire général à Téhéran et les entretiens utiles qui se sont déroulés sur la résolution 598 (1987) ont constitué un nouveau pas dans cette direction. Nous estimons que ces entretiens ont été objectifs et instructifs, comme l'est d'ailleurs le rapport du Secrétaire général. Malheureusement, il semble que certains membres influents du Conseil de sécurité préfèrent méconnaître ce fait. Ce sont ces mêmes membres qui, dès le début, ont essayé d'exploiter cette résolution pour faire pression sur la République islamique d'Iran. Nous avons fait connaître notre opinion claire et nette au Secrétaire général et attendons du Conseil qu'il tire convenablement parti des possibilités qui lui sont ouvertes.

Le Conseil de sécurité a-t-il quoi que ce soit à dire pour ce qui est de l'infraction à sa toute première obligation, qui est de prendre des mesures contre tout acte d'agression, tel que le stipule la Charte en son Chapitre premier, et qui constitue son principal objectif? Quelles pressions le Conseil de sécurité a-t-il exercées sur l'Iraq pour ce qui est "d'une menace à la paix", "d'une rupture de la paix" ou "d'un acte d'agression" tel que stipulé au Chapitre VII?

Le moins que la République islamique d'Iran - victime d'une agression sanglante et destructrice - puisse attendre du Conseil de sécurité est qu'il fasse preuve d'impartialité, car nous savons tous que le Conseil a l'obligation de prendre des mesures contre les actes d'agression et de venir en aide à la victime de l'agression et qu'il ne peut rester neutre entre l'agresseur et la victime. Mais le Conseil de sécurité peut-il même prétendre s'être conduit avec impartialité dans cette affaire?

Nous avons le sentiment que le Conseil de sécurité a été poussé à adopter cette position honteuse et condamnable par la volonté de certaines grandes puissances, notamment les Etats-Unis. On pourrait donc dire que les fondements mêmes de cette sécurité dont le Conseil de sécurité se fait le champion n'est qu'un ravissant château de cartes. Un tel Conseil de sécurité ne pourra jamais garantir la sécurité des nations du monde, en particulier des peuples du tiers monde qui souhaitent rester indépendants des superpuissances.

Le Président Khamenei

Le fait que l'Iraq n'a jamais été condamné pour son agression non seulement contribue à la poursuite de cette guerre imposée mais en attise aussi les flammes.

Et, aujourd'hui, la présence des Etats-Unis dans la région ainsi que celle d'autres pays qui ont suivi sur l'insistance et les pressions du super-Satan, font du golfe Persique une dangereuse poudrière.

A ce stade, je me dois d'appeler d'urgence l'attention de l'Assemblée générale et du peuple des Etats-Unis sur le danger très grave et immédiat qu'a provoqué le Gouvernement des Etats-Unis par son tout dernier acte perpétré dans le golfe Persique, qui menace non seulement la région mais le monde entier. Hier, des bâtiments de guerre des Etats-Unis ont attaqué Iran Ajr, un navire marchand iranien. Il y a eu quatre tués et trois blessés. Le navire a été saisi et son équipage arrêté. Les stations de télévision américaines ont annoncé hier que les navires de guerre des Etats-Unis avaient tiré sur ce navire alors qu'il posait des mines dans les eaux du golfe; ils ont donc, comme d'habitude, menti au peuple américain. Mais je déclare ici que ce navire, Iran Ajr, était bien un navire marchand et non une vedette militaire.

C'est là le début d'une série d'événements dont les tristes conséquences ne se limiteront pas au golfe Persique. Et les Etats-Unis, qui sont à l'origine de ces troubles, porteront la responsabilité de tous les événements qui s'ensuivront. Que faut-il croire maintenant : le désir de paix et de tranquillité dans le golfe Persique passionnément proclamé par les Etats-Unis ou cette mesure flagrante et concrète ouvertement destinée à alimenter les flammes de la guerre? Je déclare ici sans ambiguïté que cet acte abominable des Etats-Unis recevra une réponse appropriée.

Le Président Khamenei

Ce n'est là qu'une des conséquences néfastes de la guerre qui nous a été imposée et le résultat direct de l'incapacité du Conseil de sécurité à prendre des mesures appropriées contre l'agression iraquienne. Si le Conseil de sécurité avait condamné l'Iraq pour avoir déclenché la guerre et, plus tard, pour avoir commencé la guerre dite des villes, puis attaqué des navires, les Etats-Unis n'oseraient pas aujourd'hui menacer si ouvertement la paix et la sécurité internationales, en dépit des pressions venant de l'intérieur, au mépris de l'opinion publique mondiale et immédiatement après l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 598 (1987). Il faut noter à cet égard le rôle clef joué par les Etats-Unis dans la préparation et l'adoption de cette résolution. La résolution 598 (1987) n'a-t-elle été adoptée que pour faire pression sur la République islamique d'Iran?

Je dois annoncer ici au monde entier, et en particulier au grand peuple des Etats-Unis, que la présence militaire menaçante des Etats-Unis dans le golfe Persique constitue une autre manifestation claire de l'hostilité manifestée par le régime américain à l'égard du peuple iranien.

Un long chapitre de notre histoire, chapitre très amer, sanglant et maléfique, est marqué par les inimitiés et la profonde hostilité américaines envers notre nation : leur soutien, durant quelque 25 années, au boucher et dictateur Pahlavi, leur complicité dans tous les crimes perpétrés par le Chah contre notre peuple, leur participation au pillage des richesses de la nation, les graves affrontements avec notre révolution dans les derniers mois du régime du Chah, pendant lesquels on a persuadé le dictateur de réprimer les millions de manifestants populaires, le recours à toutes sortes de moyens et de stratagèmes pour faire obstacle à la révolution pendant les premières années de notre victoire, les contacts permanents et provocants entre l'Ambassade des Etats-Unis à Téhéran et des éléments contre-révolutionnaires, l'aide et l'assistance constantes aux terroristes et aux contre-révolutionnaires à l'extérieur de l'Iran, le gel des avoirs ou des biens du peuple, la non-livraison de produits qui avaient déjà été payés, le non-remboursement des sommes prises sur le trésor public par le Chah et déposées à son nom dans des banques américaines, les efforts en vue d'instaurer un blocus économique contre l'Iran, la constitution d'un front occidental uni contre notre peuple, l'appui effectif et flagrant à l'Iraq dans sa guerre contre nous, et, maintenant, la tactique de force brutale et illogique qui consiste à envoyer une armada américaine dans le golfe Persique, mettant ainsi gravement en danger la paix et la tranquillité dans la région.

Le Président Khamenei

Telles sont certaines des accusations portées par notre pays contre le Gouvernement des Etats-Unis, accusations qui remettent en cause toutes les allégations américaines en faveur de la paix et toutes les déclarations des dirigeants américains sur leurs bonnes intentions à l'égard de la République islamique. De tels propos sont de toute évidence destinés à la consommation interne.

Le plus récent parmi les nombreux actes d'hostilité commis par les Américains envers notre nation a été le massacre sanglant de pèlerins innocents et sans défense à la Mecque, dans le sanctuaire sacré de Dieu, actuellement aux mains du régime saoudien. Là, quelque 400 pèlerins iraniens et non iraniens, pour la plupart des femmes, ont trouvé le martyre. Un grand nombre d'entre eux ont été battus, blessés ou mutilés. D'après certaines indications, les Etats-Unis ont pris une part non négligeable dans cette monstruosité historique sans précédent.

Le Gouvernement des Etats-Unis et ses hommes de paille saoudiens ont-ils des explications convaincantes à fournir pour répondre du massacre de tant d'hommes et de femmes innocents? Les coupables chercheront sans aucun doute à justifier leurs funestes actions par de vagues excuses et allégations; mais la nature même de cet incident - d'un côté la mort de quelque 400 visiteurs, pour la plupart des femmes, de l'autre, une police locale armée de mitraillettes, de gourdins et de gaz toxiques - est tout à fait révélatrice.

Bien que le sang qui a été injustement versé à cause de tyrans cruels et impitoyables porte en lui un message clair, dont la signification ne se limite pas au temps présent mais est éternelle, et révèle la nature maléfique des bouchers, les incidents de la Mecque confirment également le comportement identique des Etats-Unis et des réactionnaires arabes et dévoilent la coopération secrète des deux parties dans cette région du golfe Persique. Un tel état de choses donne à ces incidents une dimension mondiale que les instances internationales devront soigneusement étudier. Je dois souligner ici que ces accusations sont lancées contre les dirigeants des Etats-Unis et non contre le peuple américain, lequel, s'il avait connaissance des actes commis par son gouvernement à l'encontre d'une autre nation, serait certainement de notre côté.

Notre peuple a montré qu'il avait foi en ses objectifs et qu'il était prêt à les défendre au prix de sa vie. Une telle nation n'a pas à craindre les Etats-Uni ou aucune autre puissance. Avec l'aide du Seigneur, il prouvera que la victoire appartient à la vérité et à ceux qui croient en elle.

Le Président Khamenei

Telle est l'histoire de notre révolution. Cette révolution a suscité de grands espoirs parmi les nations qui souffrent de l'oppression des puissances impérialistes, de même qu'elle a suscité l'hostilité violente des grandes puissances qui cherchent à dominer le monde. Cette vague d'opposition n'a cependant pas pu déraciner le jeune arbre de la révolution dont les racines étaient profondes. L'arbre, qui a vite grandi, pourra résister à toute tempête, si forte soit-elle. La révolution est toujours vivante, en dépit de l'opposition des grandes puissances. Elle survivra certainement. Cette volonté des traditions divines de l'histoire ne sera pas altérée. Tel est le message solennel que nous voulons apporter.

Le système de domination avait constamment cherché à prouver le contraire, afin de faire croire aux nations du tiers monde que leur destin dépendait de la volonté des grandes puissances. Nous avons rejeté un tel système. Il ne fait aucun doute que dans le système de domination mondiale, il n'était pas souhaitable que la République islamique survive, mais notre volonté a triomphé. Le message que nous adressons à toutes les nations et à tous les gouvernements qui souhaitent rester indépendants et ignorer les vœux des grandes puissances est de ne compter que sur leurs propres peuples, sans crainte aucune. Le message de notre révolution reste le rejet de la doctrine de domination. Le monde actuel est divisé entre les grandes puissances aux conceptions impériales. Ces puissances considèrent que le monde leur appartient, qu'elles en sont les maîtres. En d'autres termes, le monde est divisé en parties dominantes et en parties dominées. Les dominateurs décident du sort des dominés. Le système de domination mondiale se nourrit des relations iniques entre les deux parties. Le système de domination mondiale rejette arbitrairement les révolutions et crée des problèmes aux régimes révolutionnaires. Le Nicaragua et les pays de l'Afrique australe en sont des exemples vivants.

Le système de domination mondiale décide contre la volonté des peuples. La nation palestinienne innocente constitue une illustration parfaite en la matière. L'Afghanistan en est une autre. Le système de domination mondiale se joue des idées et des concepts humains, les modifie et les déforme à volonté jusqu'à en dénaturer la signification dans l'esprit des gens. Le terrorisme et les droits de l'homme sont deux exemples de concepts ainsi manipulés.

Le Président Khamenei

Le système de domination mondiale est suffisamment audacieux pour envahir de façon ouverte et directe des pays qui ont suscité sa colère. L'invasion de la Libye et de la Grenade par les Etats-Unis en sont deux exemples récents.

Le système de domination mondiale prend des décisions pour l'ensemble du monde et pour toutes les nations. Hier, c'était Hiroshima et aujourd'hui le Président des Etats-Unis est fier du comportement horrible de ses prédécesseurs et prétend même que s'ils n'avaient pas tué ces milliers de personnes, il y aurait eu davantage de morts dans le monde. Le Président des Etats-Unis n'éprouve-t-il pas de sentiments à l'égard de l'humanité, n'est-il pas le parrain de l'humanité?

Le système de domination appuie les régimes fascistes et racistes tels que ceux d'Israël et d'Afrique du Sud et il les utilise en tant qu'agents armés assoiffés de sang pour opprimer les nations. Le Liban musulman qui résiste patiemment aux agressions criminelles des sionistes et les Etats africains de première ligne en constituent de bons exemples.

Le système de domination mondiale considère qu'il a le droit d'exercer des pressions sur les organisations internationales. Le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) en sont de vivants exemples.

Le système de la domination mondiale estime que ses propres intérêts sont absolus et que les intérêts des autres n'existent pas. Un bon exemple en est fourni par la présence dangereuse et menaçante pour la paix des unités navales américaines dans le golfe Persique qui sont venues "défendre les intérêts de l'Amérique" au mépris total des intérêts des pays de la région.

Le système de domination mondiale dispose surtout de la machine de propagande et des médias du monde, déforme tous les faits et donne un caractère humain à son comportement satanique échappant ainsi à la confrontation avec l'opinion publique mondiale.

Nous estimons que les nations et les gouvernements du tiers monde et les peuples des pays dominateurs ne devraient pas tolérer cet état de choses. Les grandes puissances doivent rentrer chez elles et laisser les peuples être maîtres des affaires du monde. Nous devons leur dire qu'elles ne sont les tuteurs de personne.

A l'Organisation des Nations Unies, il existe deux privilèges injustifiés : le droit de veto et la qualité de membres permanents au Conseil de sécurité. Il faut les supprimer. Leur suppression transformerait l'Organisation des Nations Unies

Le Président Khamenei

une organisation véritablement populaire où tous les problèmes pourraient être réglés. Sinon, le Conseil de sécurité continuera, comme à l'heure actuelle, à n'être qu'une usine à papier qui produit des recommandations dénuées d'efficacité et de valeur, et les peuples du monde continueront à penser qu'il n'existe aucun endroit pour régler les problèmes internationaux et que la seule option qui leur reste est le recours à la violence.

Dans de telles circonstances, notre message à l'intention des gouvernements du tiers monde est le suivant : aussi longtemps que le système de domination restera en vigueur, nous devons nous unir. C'est la seule façon de nous renforcer. Les puissances qui dominent notre monde n'accordent de valeur qu'à la puissance et nous devons nous adresser à eux dans le seul langage qu'ils comprennent, celui de la force.

La prise de conscience par les peuples de la nature et du fonctionnement du système de domination constitue pour les gouvernements du tiers monde un très grand soutien et une source de force véritable pour résister aux puissances dominatrices. Les chefs de ces gouvernements n'auront personne pour les aider sinon la volonté, le pouvoir et les idées de leurs propres peuples.

L'union que nous proposons aux pays du tiers monde n'est pas un pacte pour combattre les grandes puissances mais une union pour nous défendre nous-mêmes et empêcher que l'on usurpe nos droits légitimes.

Les puissances dominatrices sont également les principaux agents de diffusion et de justification de la corruption morale, sexuelle et idéologique. Les mobiles politiques, économiques ou d'espionnage des grandes puissances sont à l'origine de ces perversions morales. Le fait est que dans notre monde actuel, qui comprend également les nations des grandes puissances, les valeurs morales ont été négligées, les structures familiales se sont affaiblies, l'alcoolisme et la toxicomanie se sont répandus partout et la spiritualité et la moralité sont de moins en moins attrayantes.

Nous devons mener une campagne énergique contre la corruption dans nos propres pays. Nous devons renforcer les bases de la famille et faire en sorte que cette école naturelle de l'homme soit un foyer d'affection, de sincérité, d'amour et de spiritualité. Nous devons sauvegarder les droits et les valeurs des femmes. A ce propos, nous devons revoir toutes les normes qui ont été mises en place par le système de domination afin de libérer les femmes de l'humiliation d'être

Le Président Khamenei

traitées comme des "objets sexuels" que la culture occidentale dominante leur a imposée. Les femmes, scientifiques, politiciennes, gestionnaires et cadres, partenaires et mères, doivent être favorablement accueillies mais leur exploitation en tant qu'objets de plaisir, de concupiscence ou de commerce doit être rejetée. Cela contribuera à rétablir la dignité et la personnalité de la moitié de l'humanité et à rétablir les bases durables et sacrées de la famille.

Voilà un des messages de notre révolution, qui s'adresse non seulement à ceux qui sont avides de les entendre mais également à ceux qui peuvent décider d'écouter la vérité et d'accueillir favorablement la vérité et la justice.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République islamique d'Iran pour la déclaration importante qu'il a prononcée.

Hojjat-ul-Islam Seyed Ali Khamenei, Président de la République islamique d'Iran, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. ELLEMANN-JENSEN (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres, je suis heureux, Monsieur le Président, de vous féliciter de votre élection à la présidence de la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale.

Je voudrais en outre, au nom de la Communauté, remercier le Président sortant de la façon dont il a su, en maintes occasions, diriger les travaux de l'année précédente.

Les 12 Etats membres de la Communauté européenne tiennent également à rendre hommage au Secrétaire général et à le remercier sincèrement de ses efforts patients et inlassables pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, y compris ceux qui se posent à l'Organisation elle-même.

C'est en 1982 que j'ai eu l'honneur, pour la dernière fois, de prendre la parole devant l'Assemblée générale au nom de la Communauté européenne et de ses Etats membres. J'avais alors commencé par des paroles qui reflétaient de manière parlante les difficultés que nous connaissions :

"Le monde aujourd'hui reflète une image très sombre. Il devient de plus en plus difficile de rester optimiste." (A/37/PV.1 à 34, 8e séance, p. 89, par. 39)

Comment se présente la situation aujourd'hui, cinq ans plus tard? Je suis heureux de dire que depuis que j'ai pris pour la dernière fois la parole à l'Assemblée générale, un certain nombre d'événements encourageants se sont produits. Heureusement, les plus graves des craintes exprimées alors se sont avérées vaines et nous avons des raisons d'envisager l'avenir avec un optimisme prudent. Des difficultés demeurent dans de nombreuses régions du monde mais il convient de noter que la tension internationale a été, dans une certaine mesure, réduite, étant donné l'amélioration des relations Est-Ouest.

De nombreux problèmes demeurent néanmoins et l'Organisation des Nations Unies continue d'avoir un rôle primordial dans leur solution. Il est frappant de voir le rôle majeur reconnu maintenant à l'ONU dans la recherche de solutions acceptables à tant des graves conflits internationaux auxquels nous sommes confrontés : l'Afghanistan, la guerre Iraq-Iran, le conflit arabo-israélien, le Liban, Chypre,

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

le Kampuchea et l'Afrique australe. A l'issue d'une période où elle a si souvent été perçue comme marginale par rapport aux grands problèmes de l'heure, les Douze se félicitent que l'Organisation des Nations Unies joue un rôle de plus en plus central et actif.

Les 12 Etats membres de la Communauté européenne sont prêts à contribuer pleinement et de façon constructive aux efforts déployés par le Secrétaire général, le Conseil de sécurité et l'Assemblée. Il est important que toutes les nations du monde oeuvrent ensemble en tant que nations véritablement unies. Le philosophe français Pascal a écrit :

"La pluralité qui n'est pas réduite à l'unité est confusion, l'unité qui ne dépend pas de la pluralité est tyrannie."

Essayons tous, ici, à New York, dans les mois à venir, d'oeuvrer de concert et de régler nos divergences dans un climat constructif orienté vers le long terme. C'est ce que les millions d'êtres humains que nous représentons attendent de nous.

Nous vivons dans un monde d'interdépendance, un monde dans lequel peu de grands problèmes, si tant est qu'il y en ait un, peuvent être résolus isolément par une nation. L'existence même de la Communauté européenne traduit le fait que les Douze le savent. Nos efforts collectifs pour relever les défis lancés à l'Europe occidentale depuis 30 ans mettent en relief que nous sommes fondamentalement attachés à la coopération et la collaboration internationales. Depuis la signature du Traité de Rome en 1957, la Communauté a été confrontée à des difficultés et des désaccords. Il a fallu du temps pour établir entre les Etats membres de la Communauté européenne l'habitude d'être des partenaires naturels, mais nous n'avons aucun doute quant aux avantages que nos peuples ont retirés de la création de la Communauté européenne.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Avec l'entrée en vigueur de l'acte unique européen cette année, la communauté européenne est entrée dans une nouvelle phase d'étroite coopération. Nos propres expériences nous ont encore davantage convaincus qu'une telle coopération régionale dans le cadre mondial est essentielle si nous voulons apporter des solutions durables aux problèmes du monde.

Les Douze accordent naturellement une importance particulière à l'évolution des relations Est-Ouest. En tant qu'Européens, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte des barrières artificielles qui divisent notre continent, et ce depuis plus de 40 ans. L'Acte final d'Helsinki a jeté une base solide permettant de surmonter ces barrières. Malheureusement, il reste encore beaucoup à faire afin que les dispositions de l'Acte final se traduisent comme il convient dans les faits. Les Douze ont joué un rôle clef dans le processus de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) depuis le début et ils sont résolus à accomplir de nouveaux progrès. Les accords passés librement à Helsinki et ailleurs doivent être pleinement mis en oeuvre par tous les Etats participant à la CSCE. Leurs peuples doivent pouvoir bénéficier des véritables avantages qui en découlent, notamment du respect des droits de l'homme, qui leur ont été promis en 1975.

A la Réunion de suivi à Vienne, les Douze ont donc soumis de nouvelles propositions importantes dans les principaux domaines du processus de la CSCE, notamment en ce qui concerne sa dimension humaine. Nous voulons en particulier accroître l'impact de la CSCE sur les Européens pris individuellement en facilitant les contacts entre l'Est et Ouest, en créant et en renforçant les garanties des droits de l'homme et les libertés et en assurant la libre circulation de l'information, des idées et des personnes. Nos idéaux et nos propositions devraient figurer comme il convient dans tout document final de la Réunion de Vienne. Ce document encouragerait ainsi le plein respect des engagements déjà pris et serait également un progrès important dans le cadre de la vaste gamme de sujets dont s'occupe la CSCE. Le processus de la CSCE ne peut pas rester figé. Il doit être dynamique et répondre aux besoins et aspirations de nos citoyens.

Nous suivons avec attention les événements qui se sont produits récemment en Union soviétique. Nous notons avec intérêt que la nouvelle manière de s'exprimer de l'Union soviétique pourrait annoncer une société plus ouverte. Une meilleure prise de conscience mutuelle et une meilleure compréhension entre les Etats sont souhaitables en elles-mêmes et ont un rôle majeur à jouer en réduisant la méfiance et la crainte.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Néanmoins, nous attendons que l'Union soviétique mette ses paroles en pratique. L'Afghanistan est un bon exemple en la matière. La politique soviétique en Afghanistan est un test concret de la bonne volonté et des intentions de l'Union soviétique. Plus de 110 000 soldats soviétiques restent en Afghanistan contre la volonté du peuple afghan. Sept ans de guerre ont infligé de grandes souffrances à la population civile, entraîné le plus grand problème mondial de réfugiés et imposé une charge considérable aux pays voisins, notamment au Pakistan.

Comme cela est exprimé dans les résolutions annuelles adoptées à une majorité écrasante à l'Assemblée générale, l'occupation soviétique de l'Afghanistan est aujourd'hui aussi inacceptable qu'elle l'était en 1979. Le retrait rapide et sans condition de toutes les troupes soviétiques, selon un calendrier irrévocable, et le respect du droit légitime du peuple afghan de décider librement de son avenir et de son gouvernement sont les éléments clefs d'une solution pacifique durable. Les Douze appuient les efforts du Secrétaire général des Nations Unies visant à un règlement négocié rapide fondé sur les principes qui figurent dans les résolutions des Nations Unies.

Les Douze se félicitent de l'amélioration des relations entre les superpuissances et, notamment, des indications selon lesquelles nous sommes proches d'un accord sur l'élimination complète des missiles nucléaires à portée intermédiaire basés à terre, à savoir entre 500 et 5 500 kilomètres. Ce serait un grand succès. Les Douze espèrent qu'un tel accord contribuerait à réduire les tensions et à renforcer la sécurité internationale. Les Douze espèrent également que le succès des négociations sur les INF donneront une nouvelle impulsion aux négociations américano-soviétiques sur les autres missiles nucléaires et systèmes spatiaux. La priorité devrait être ensuite d'accomplir rapidement des progrès en matière de limitation et de réduction importante des arsenaux nucléaires stratégiques des deux superpuissances. Nous demandons instamment que les efforts tentés pour parvenir à des accords justes, équilibrés et réellement vérifiables, soient intensifiés.

Il convient également d'accomplir rapidement des progrès dans les autres domaines du contrôle des armements et du désarmement. Une interdiction complète des armes chimiques devrait renforcer la sécurité internationale et conduire au retrait dans les arsenaux des pays d'un instrument de guerre particulièrement

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

horrible et inhumain. Nous ne pouvons oublier que ce sont les armes classiques qui ont causé et continuent de causer des millions de morts dans le monde depuis 1945. Les Douze voudraient saisir cette occasion pour souligner l'importance du processus entamé à Stockholm qui consiste à créer une plus grande confiance militaire en Europe, dont les premiers résultats constituent un succès reconnu par tous. Nous espérons assister à d'autres progrès dans ce domaine à la Réunion de suivi de la CSCE à Vienne. Les Douze tiennent à souligner le vif intérêt qu'ils prennent à cet égard aux discussions sur les nouvelles mesures tendant à favoriser l'établissement en Europe d'un équilibre fiable et stable et des forces classiques à un niveau plus bas et à accroître une plus grande transparence militaire. Nous appuyons également vivement les efforts déployés aux Nations Unies pour régler le problème du désarmement classique. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, la troisième session extraordinaire, consacrée au désarmement permettra d'apporter une nouvelle contribution aux progrès accomplis s'agissant du contrôle des armements et du processus de désarmement, y compris des mesures efficaces pour parvenir à la transparence nécessaire des budgets militaires, conformément à des normes objectives.

Le Moyen-Orient est une région qui souffre tout particulièrement de la tension régionale et du conflit armé. Le conflit entre l'Iraq et l'Iran dure maintenant depuis sept terribles années et continue d'entraîner mort, destruction et souffrance. Ce conflit constitue une menace de plus en plus grave à la sécurité et à la liberté de navigation dans le Golfe. Comme ils l'ont indiqué dans leur déclaration du 3 septembre de cette année, les Douze sont vivement préoccupés par la poursuite du conflit entre l'Iraq et l'Iran et les tensions croissantes qui en découlent dans le Golfe. Les Douze appuient sans réserve la résolution 598 (1987) du Conseil de sécurité et demandent sa mise en oeuvre rapide et complète. Etant donné les positions des deux parties, telles qu'exprimées à ce jour, nous demandons instamment l'application rapide de la résolution et le respect immédiat d'un cessez-le-feu sur terre, en mer et dans les airs.

Nous appuyons pleinement les efforts du Secrétaire général des Nations Unies à cette fin et demandons à l'Iran et à l'Iraq de coopérer pleinement avec lui. Nous réaffirmons notre ferme appui au principe fondamental de la liberté de navigation qui revêt la plus haute importance pour l'ensemble de la communauté internationale.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Le conflit arabo-israélien continue de nous préoccuper tous. Il se trouve au centre des tensions persistantes au Moyen-Orient et des efforts nouveaux sont nécessaires d'urgence pour permettre des progrès en vue d'un règlement juste, global et durable du conflit. L'opinion des Douze sur les éléments clefs qui doivent constituer une solution à ce conflit est bien connue. Conformément à la déclaration de Venise et à d'autres déclarations, deux principes sont fondamentaux : le droit de tous les Etats de la région, y compris Israël, d'exister à l'intérieur de frontières sûres, et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, avec tout ce que cela entraîne. Nous appelons les parties au conflit arabo-israélien à ouvrir la porte à la paix en reconnaissant leurs droits mutuels. Compte tenu de contacts de longue date avec la région, les Douze suivent attentivement les efforts diplomatiques actuels destinés à redonner vie au processus de paix. Dans nos déclarations des 23 février et 13 juillet derniers, nous avons affirmé que nous sommes favorables à une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies avec la participation des parties intéressées ainsi que de toute partie capable d'apporter une contribution directe et positive au rétablissement et au maintien de la paix et au développement économique et social de la région. Une telle conférence constitue un cadre approprié pour les négociations nécessaires entre les parties directement concernées et nous semble, à l'heure actuelle, être la seule formule permettant au processus de paix d'avancer. Nous entretenons des contacts étroits avec toutes les parties concernées et ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour les encourager à rapprocher suffisamment leurs positions pour permettre la tenue d'une telle conférence internationale et à parvenir à des résultats qui en valent la peine.

Les Douze s'inquiètent de plus en plus de la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés. Nous demandons une fois de plus à Israël de s'acquitter de ses obligations en tant que puissance occupante, en attendant son retrait, de lever les restrictions aux activités politiques et économiques et, comme nous l'avons répété récemment dans notre déclaration du 14 septembre 1987, de mettre un terme à la politique illégale des colonies de peuplement. Pour améliorer les conditions de vie des Palestiniens dans les territoires occupés, la Communauté et ses Etats membres continueront d'apporter une assistance économique directe aux Palestiniens, pour permettre aux territoires de bénéficier des avantages d'un

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

développement économique normal. Cette assistance ne constitue nullement une solution de remplacement à un règlement politique durable mais nous espérons néanmoins qu'elle pourra contribuer modestement à nous rapprocher d'un règlement.

Quant au sort tragique du Liban, nous restons fermement attachés à sa souveraineté et à son unité, à son indépendance et à l'intégrité de son territoire. Nous nous félicitons du travail vital effectué par la FINUL et appelons toutes les parties concernées à appuyer la force de la FINUL pour lui permettre de s'acquitter de son mandat pleinement et dans les meilleures conditions de sécurité possibles.

Passons maintenant à la question de Chypre, membre de la famille européenne. Je ne puis passer sous silence le fait que la situation reste inchangée. La division tragique de l'île persiste. Les Douze attachent une grande importance à une solution juste et viable de ce problème. Et, à cet effet, nous réaffirmons notre ferme appui à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'unité de la République de Chypre conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Nous nous en tenons fermement à nos précédentes déclarations et rejetons toute action qui vise à établir un Etat indépendant à l'intérieur de Chypre. Nous exprimons également notre appui au Secrétaire général dans sa mission de bons offices et demandons aux intéressés de coopérer avec lui en quête d'une solution à ce problème de dimension internationale et de s'abstenir de paroles ou d'actes qui puissent avoir un effet négatif sur les perspectives de solutions pacifiques.

Nous passons maintenant à l'Afrique du Sud; nous y voyons une situation qui ne peut laisser personne indifférent. Les Douze ont toujours sans équivoque condamné pleinement l'apartheid, système immoral et inacceptable qui engendre la haine et la violence.

Nous restons convaincus que ce qu'il faut en Afrique du Sud c'est un vrai dialogue national. Seules des négociations larges, avec la participation des véritables représentants des différents éléments de la population sud-africaine, pourront aboutir à un règlement durable. L'objectif des négociations devrait être la création d'une Afrique du Sud libre, démocratique, non raciale et unie, qui tienne compte de la diversité de sa société. Plus le gouvernement tarde, plus ce processus deviendra difficile. Plus le gouvernement réagit par la répression aux

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

exigences de changement, plus se renforce la position de ceux qui constituent la majorité et qui arguent que seule la force pourrait mettre un terme à l'apartheid. Une majorité croissante de Sud-Africains conclura qu'il n'est pas possible de réformer l'apartheid à travers la parodie de démocratie pratiquée dans leur pays.

Apparemment, le résultat des élections blanches du mois de mai a constitué une victoire pour ceux de la minorité blanche qui s'opposent à des changements fondamentaux. Mais en réalité, c'était une défaite pour tout le monde. La minorité blanche a voté pour que la majorité des Sud-Africains ne puissent toujours pas avoir leur mot à dire. Pour l'instant, le Gouvernement sud-africain peut continuer à supprimer l'opposition par la force mais il ne pourra arrêter le cours de l'histoire. L'apartheid est condamné; plus tôt le Gouvernement de l'Afrique du Sud le reconnaîtra, mieux cela vaudra. Le Président Botha a la majorité nécessaire au parlement pour abolir l'apartheid, ouvrant ainsi la voie à un développement pacifique en Afrique du Sud.

La rencontre entre un groupe courageux de Sud-Africains et de dirigeants de l'African National Congress of South Africa (ANC) à Dakar au début de l'été a prouvé qu'un terrain d'entente pouvait encore être trouvé entre les deux communautés.

Nous avons souvent décrit clairement les mesures que, selon nous, le Gouvernement d'Afrique du Sud devrait prendre pour engager un processus de changement pacifique. Nous ne pensons pas que le dialogue soit possible alors que les dirigeants de la majorité sont en prison ou en exil, que leurs organisations politiques sont interdites, et que l'état d'urgence persiste. Et pourtant, Nelson Mandela, sans doute le dirigeant politique le plus respecté de l'Afrique du Sud, se languit en prison depuis déjà 25 ans.

En même temps, nous continuerons d'apporter notre assistance aux victimes de l'apartheid, à l'intérieur de l'Afrique du Sud ainsi que dans les Etats voisins. Ces derniers continuent de souffrir des manoeuvres de déstabilisation et des incursions armées de l'Afrique du Sud.

Nous continuerons de surveiller tous les aspects des incidences de l'apartheid, y compris les violations des droits de l'homme et autres abus commis sous couvert de l'état d'urgence. Les Douze continueront d'user de pressions pour amener des changements pacifiques. En l'absence de progrès importants dans

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

l'abolition de l'apartheid, l'attitude des Douze envers l'Afrique du Sud ne saurait être rigide. Nous sommes une fois de plus l'Afrique du Sud de permettre à la Namibie de devenir indépendante sans tarder sur la base de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité. Rien ne pourrait justifier une autre conduite quelle qu'elle soit.

Les Douze sont préoccupés par la reprise du conflit entre le Tchad et la Libye. Ils estiment que le Tchad a le droit de décider de son propre destin sans ingérence des pays voisins. Ils notent qu'il existe un différend territorial entre les deux pays. Conscients des dangers inhérents à la situation présente, ils espèrent que ce différend pourra être résolu pacifiquement conformément au droit international et le plus rapidement possible. Ils espèrent par conséquent ou bien un accord direct entre les deux parties, ou bien le recours à un processus d'arbitrage international. Le Comité spécial créé par l'Organisation des Etats africains (OUA) pour traiter du différend et la Cour internationale de Justice semblent être les deux organes les plus appropriés.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Au Sahara occidental, nous lançons un appel aux parties afin qu'elles réagissent positivement aux efforts que déploie le Secrétaire général pour trouver une solution pacifique.

Nous notons avec inquiétude la tension continue qui règne dans la Corne de l'Afrique et attendons des règlements négociés et pacifiques entre les pays concernés. Nous les prions instamment de prendre de nouvelles mesures pour assurer le règlement pacifique de leurs conflits internes et pour que les droits de l'homme soient respectés dans leur pays. Nous sommes profondément préoccupés des pénuries alimentaires et notamment de celle qui sévit en Ethiopie. Nous conférons une importance toute particulière aux politiques appropriées destinées à prévenir de nouvelles famines et à assurer la sécurité alimentaire. Nous reconnaissons le besoin immédiat d'envoyer une aide humanitaire dans la région et nous y jouons notre rôle.

Quant à la division de la péninsule Coréenne et à la tension qui se poursuit là-bas, nous voyons dans la reprise du dialogue direct interrompu entre le Nord et le Sud la seule façon de parvenir à une solution par des moyens pacifiques. Nous espérons que sur la base du principe de l'universalité, le peuple de Corée pourra bientôt devenir membre à part entière de l'Organisation. Nous avons été encouragé par les progrès accomplis dans le sens des réformes démocratiques en République de Corée. Nous présentons nos meilleurs voeux de succès aux prochains jeux Olympiques.

La poursuite de l'occupation vietnamienne du Kampuchea, en violation des principes fondamentaux des Nations Unies et du droit international, continue de préoccuper vivement la communauté internationale. Le Kampuchea doit être libéré des troupes étrangères aussi bien que de toute perspective de renouvellement des activités funestes des Khmers rouges. Les Douze appellent les nouveaux dirigeants de Hanoi à mettre un terme à l'intervention militaire au Kampuchea afin de contribuer à une solution rapide et pacifique qui rende le peuple kampuchéen maître de son destin. A ces fins, nous appuyons un règlement de ce conflit conformément aux résolutions répétées des Nations Unies tout en exprimant notre ferme appui aux efforts constructifs déployés par l'ANASE.

Cette année, au Sri Lanka, nous avons constaté des preuves encourageantes du fait que lorsque les occasions sont saisies avec courage et détermination, il est possible de résoudre les conflits. Les Douze se sont chaudement félicités de l'accord passé le 29 juillet entre le Sri Lanka et l'Inde en vue d'une solution pacifique au conflit ethnique du Sri Lanka, solution que nous préconisons depuis

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

longtemps. Mais de tels accords ne fonctionnent que grâce à la bonne volonté de tous les intéressés; nous les prions instamment de continuer à respecter les dispositions de cet accord.

Les Douze réaffirment l'importance particulière qu'ils confèrent au renforcement et au développement des relations avec l'Amérique latine, pour des raisons historiques, économiques et culturelles. Les récents événements en Amérique centrale nous donnent de bonnes raisons d'être optimistes. Nous saluons chaleureusement l'Accord signé à la Réunion au sommet en Amérique centrale, à Guatemala City, le 7 août dernier et appuyons le Groupe de Contadora et son groupe d'appui. Cet accord nous donne l'occasion historique de mettre un terme aux conflits armés et d'assurer la paix et une véritable démocratie dans la région. Nous avons toujours estimé que toute solution durable au problème de l'Amérique centrale devait naître dans la région elle-même et nous enjoignons les cinq pays, aussi bien que tous les pays qui ont des liens ou des intérêts dans la région, à coopérer constructivement afin que l'application de l'Accord du Guatemala soit assurée dans les délais prévus. Les Douze s'engagent à y contribuer en intensifiant notre dialogue politique avec la région, ce qui doit être fait par nos ministres, lors d'une rencontre prévue en République fédérale d'Allemagne au début de l'année prochaine, et en utilisant notre assistance économique afin d'encourager et de renforcer l'intégration et la coopération régionale.

Je voudrais maintenant m'adresser à un problème pour lequel nul d'entre nous ne peut vraiment être sûr qu'il n'en souffrira pas un jour : j'ai nommé le terrorisme international. C'est un fléau qui peut menacer chacun de nos citoyens à tout moment. La force de l'engagement des Douze à lutter contre le terrorisme où qu'il apparaisse, et sous quelque forme que ce soit, est bien connue. Nous estimons qu'une coopération internationale efficace est indispensable pour faire face à la menace terroriste. A cet égard, maintenir le consensus de cette assemblée reflété dans la résolution 40/61 est dans l'intérêt de tous. Tous les intéressés doivent comprendre que les actes de terrorisme ne peuvent que nuire aux causes qu'ils prétendent défendre. Pour la plupart, nos 12 pays n'ont laissé aucun doute dans l'esprit des tiers quant à la volonté collective de prendre des mesures dans ce domaine. Aucun pays qui prête appui au terrorisme ne peut espérer bénéficier de relations normales avec les Douze. Lorsque nous aurons des indices clairs d'appui d'un gouvernement à l'égard du terrorisme, nous n'hésiterons pas à

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

agir. Nous travaillons durement en relations de partenaires avec d'autres pays qui pensent comme nous pour être sûrs que les responsables de tels actes soient traduits en justice. Nous pensons que tout gouvernement leur apportant son concours doit être vivement condamné par la communauté internationale.

Les Douze continuent d'accorder la plus grande importance au respect des droits de l'homme dans leur attitude envers le reste du monde. Pour nous, les droits de l'homme ne sont pas le parent pauvre des relations internationales; ils sont d'importance cruciale dans nos relations avec les tiers. La notion de droits de l'homme n'est pas un mot de passe pratique à utiliser pour critiquer ceux avec qui nous ne sommes pas d'accord. Il s'agit de l'acceptation d'un ensemble de normes fondamentales d'un comportement civilisé, en vertu desquelles nous sommes tous prêts à être jugés. Au fil des années, les Nations Unies ont joué un rôle clef dans la création de normes internationalement acceptées dans ce domaine d'importance vitale. Bien sûr, nous attendons de tous les Membres des Nations Unies qu'ils se montrent à la hauteur de ces normes. Nous saluons tout effort destiné à renforcer les mécanismes existants, destinés à assurer que les paroles des nations soient renforcées par des actes. Nous pensons que nous pouvons et devons même soulever ces problèmes avec les autres, lorsque nous constatons que les droits de l'homme ne sont pas respectés. L'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en juin dernier a été un pas important dans la bonne direction.

Nous sommes dans l'obligation de soulager le sort de ceux qui souffrent d'abus des droits de l'homme et, entre autres, de ceux qui ont été contraints de quitter leur pays. Nous pensons que des efforts devraient être déployés, basés sur la notion de solidarité internationale, afin d'améliorer la protection des réfugiés du monde. Les Douze réaffirment le rôle du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en tant que centre international, destiné à encourager des solutions durables au problème des réfugiés dans toutes les parties du monde, sous forme de rapatriement volontaire, d'intégration régionale ou de remplacement dans des pays tiers.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

La Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, qui s'est tenue à Vienne en juin dernier, a été d'une importance très grande pour les douze. La Communauté européenne et ses Etats membres y ont activement participé.

La conjonction économique générale actuelle est marquée par une croissance modérée, des changements profonds et accélérés de l'économie mondiale, des changements de préoccupations politiques, et des difficultés persistantes dans de nombreux pays en développement. Parmi les graves problèmes auxquels l'économie se trouve confrontée, citons celui de la dette de nombreux pays en développement, les pressions protectionnistes continuelles et les changements dans le poids relatif du secteur des produits de base. Derrière ces problèmes, se profile la détérioration de certaines bases mondiales de ressources naturelles sur lesquelles repose en grande partie le développement économique.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Il existe toutefois une tendance à mettre parfois l'accent sur les incertitudes et à négliger les aspects positifs. Mais en dépit des incertitudes actuelles, il y a des raisons d'être optimiste.

Des efforts sont déployés pour réactiver les économies nationales, stabiliser davantage l'économie mondiale et l'orienter vers la croissance. La plupart des pays cherchent à allier efficacement les politiques macro-économiques et structurelles, de façon à élargir le rôle des marchés et à développer leur potentiel humain.

Il est tout aussi important de reconnaître la responsabilité conjointe à l'égard du fonctionnement de l'économie mondiale qui revient à chaque pays qui, suivant ses possibilités, contribuent à favoriser l'expansion de l'économie mondiale. L'adoption par consensus de l'acte final de la septième Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) en est l'illustration la plus récente.

Le fait que les 140 pays participant à la Conférence soient convenus d'une analyse globale des tendances économiques pertinentes et de leurs incidences politiques, ainsi que des approches politiques et des mesures destinées à traiter les problèmes de la dette, les ressources consacrées au développement, les produits de base, le commerce international et les problèmes des pays les moins développés, constitue en effet un progrès très significatif.

Animés d'un authentique esprit d'interdépendance et de participation, tous les pays ont reconnu qu'ils avaient pour responsabilité, collectivement et individuellement, de contribuer, selon leurs moyens et leur poids dans l'économie mondiale, à un objectif commun : revitaliser le développement, la croissance et le commerce international.

Il faut espérer que l'approche constructive et coopérative adoptée à la Conférence constituera non seulement un nouveau départ pour la CNUCED elle-même, mais aussi un jalon dans la coopération internationale.

La Communauté européenne et ses Etats membres ont joué un rôle déterminant à cet égard. Nous appuyons pleinement l'acte final de la CNUCED VII et nous contribuerons, de manière constructive, à la réalisation de ces engagements dans toute les instances internationales pertinentes. Nous attendons de tous les autres pays - développés et en développement - qu'ils agissent de la sorte et espérons qu cet effort de coopération sera poursuivi.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Le financement par les pays en développement des efforts consentis en matière de développement exige une plus grande mobilisation des ressources nationales économiques et humaines, ainsi qu'une augmentation des échanges financiers extérieurs.

L'aide publique au développement continuera de jouer un rôle fondamental pour un grand nombre de pays en développement, notamment grâce aux facilités de paiement accordées aux pays les plus déshérités et les moins développés. La Communauté européenne et ses Etats membres sont déjà d'importants donateurs. Nous savons que d'autres efforts sont encore nécessaires pour améliorer l'efficacité de l'aide et atteindre, le plus rapidement possible, l'objectif de l'aide publique au développement de 0,7 % du produit national brut, fixé par la Stratégie internationale du développement et l'objectif de 0,15 % du produit national brut de l'aide publique au développement pour les pays les moins développés, que le nouveau Programme d'action de fond a arrêté.

Les institutions multilatérales devraient pouvoir jouer un rôle plus efficace dans la promotion d'une croissance plus satisfaisante, d'un ajustement pointu et d'une mobilisation des ressources, en accordant un financement à des taux privilégiés et non privilégiés et en catalysant des flux de capitaux privés supplémentaires.

Il faut en conséquence augmenter les capitaux de la Banque mondiale. Nous sommes favorables à un accord rapide sur une augmentation substantielle. Nous nous félicitons également de la proposition du Directeur du Fonds monétaire international (FMI), d'augmenter sensiblement les ressources des moyens d'ajustement structurels du FMI, et sommes prêts à prendre une part active à la conclusion, cette année, des discussions sur ce sujet.

En ce qui concerne le problème de la dette auquel de nombreux pays en développement sont confrontés, il est une des tâches les plus importantes de la communauté internationale.

La communauté internationale a réagi de manière évolutive au problème de la dette. On s'accorde à reconnaître la nécessité d'une action plus coopérative, au cas par cas, de la part des parties concernées et que des progrès nouveaux ont été enregistrés à la CNUCED VII. A ce propos, la résolution 41/202, adoptée l'année dernière, peut aussi être considérée comme une avancée positive. Nous sommes convaincus que l'accord obtenu à la CNUCED VII représente une contribution importante aux discussions relatives au problème du service de la dette, qui se poursuivront, dans les mois à venir, au sein des instances internationales pertinentes.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Le fardeau du service de la dette des pays les plus pauvres, en particulier d'Afrique subsaharienne, est particulièrement contraignant. Nous acceptons pleinement les mesures adaptées aux besoins des pays qui ont consenti des efforts d'ajustement. Les délibérations de fond, au Club de Paris, ont déjà abouti à des remboursements plus larges et à des périodes de grâce en ce qui concerne les crédits publics échelonnés pour certains pays, afin qu'ils puissent procéder à des réformes économiques à long terme. Des propositions en faveur de taux d'intérêt plus bas ont été avancées.

Pour ce qui est du commerce international, la Communauté européenne a beaucoup oeuvré au lancement d'une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, et nous envisageons de coopérer vigoureusement, dans les délais prévus, à une conclusion rapide et équilibrée.

Conscients de l'importance que revêt le commerce des produits tropicaux pour un grand nombre de pays en développement, nous élaborons une proposition qui sera soumise au début des négociations, dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

La Communauté demeure fermement attachée aux objectifs et engagements de la Déclaration de Punta del Este. En développant et en améliorant progressivement leur situation commerciale, les pays en développement devraient pouvoir participer davantage aux obligations et aux droits que renferme l'Accord général, ce qui permettrait l'adoption de mesures constructives destinées à répondre aux besoins des pays les moins développés.

La libéralisation et l'expansion du commerce intéressent tous les pays et exigent des efforts concertés. Nous considérons que l'Accord intervenu à la CNUCED VII est la preuve que tous les participants à la série d'entretiens d'Uruguay sont prêts à assumer leurs responsabilités. Toutes les parties intéressées doivent s'engager à respecter les principes du multilatéralisme.

L'agriculture demeure le principal problème politique, et des progrès importants dans ce domaine ont été, ces derniers mois, enregistrés.

Compte tenu de l'étendue des problèmes - et tous les pays en portent une certaine responsabilité - et de leur urgence, les ministres de l'Organisation de coopération et de développement économiques ont convenu, en mai dernier, de principes visant à mettre en oeuvre, d'une manière équilibrée, une réforme concertée des politiques agricoles de leur pays. Une réforme des politiques

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

agricoles dans les pays industrialisés qu s'inspirerait de tels principes, profiterait également aux pays en développement. La Communauté européenne réitère son engagement vis-à-vis de cet important accord et souligne l'importance fondamentale que revêt, à cet égard, la série d'entretiens d'Uruguay. L'Accord intervenu à la CNUCED VII, relatif à la coopération internationale entre producteurs et consommateurs dans le domaine des produits de base, s'est inspiré de l'expérience passée en tenant compte des circonstances complexes qui touchent les produits de base individuels, et a ainsi jeté les bases de futurs travaux destinés à apporter des améliorations sensibles dans ce domaine.

Une approche réaliste de ce type devrait être adoptée à l'égard du Fonds commun, lequel pourrait entrer en vigueur après avoir fait l'objet d'une ratification par plusieurs pays.

La nécessité d'une coopération internationale renforcée a également été soulignée dans le rapport récent élaboré par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Le rapport nous rappelle, de façon opportune, l'équilibre écologique fragile sur lequel repose le développement économique.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

La Commission mondiale a présenté une stratégie de développement soutenu qui comprend des directives précieuses à l'usage de la communauté internationale. L'étude prospective de l'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà peut également servir de base pour les discussions à venir.

Le débat sur le rapport du Groupe des 18 experts intergouvernementaux de haut niveau et l'adoption par consensus de la résolution 41/213 indiquent clairement que tous les Etats Membres sont décidés à réformer et à améliorer l'Organisation. Les Douze espèrent que les travaux du Comité du programme et de la coordination (CPC) seront menés à bien au cours de cette session. Le Secrétaire général a montré qu'il était décidé à donner sérieusement suite au processus de réforme, et je puis l'assurer du plein appui des Douze dans ses efforts.

Il reste maintenant à la Commission spéciale qui a entrepris une étude approfondie de la structure et des fonctions intergouvernementales des Nations Unies dans les domaines économique et social de faire preuve de la même volonté. Les Douze continueront à travailler activement pour parvenir à une issue heureuse. Il doit être de l'intérêt de tous les Etats Membres d'assurer que les mécanismes intergouvernementaux fonctionnent aussi efficacement que possible, conformément à la Charte. En outre, nous sommes fermement convaincus que, avec les progrès effectués dans d'autres domaines du processus de réforme, des progrès à cet égard contribueront notablement à restaurer la confiance dans les possibilités qu'ont les Nations Unies de s'attaquer efficacement aux problèmes qui leur sont confiés.

Une réforme est nécessaire pour rétablir la confiance dans les mérites de l'Organisation. Mais il ne peut y avoir de réforme si l'Organisation est privée des moyens de s'acquitter de sa mission. Les Douze soulignent une fois de plus que tous les Etats Membres doivent respecter scrupuleusement leurs obligations financières statutaires.

Il y a eu assez d'exemples à l'appui de la valeur du multilatéralisme dans l'histoire des Nations Unies. Les Douze partagent les vues du Secrétaire général dans son rapport annuel, selon lesquelles une approche pragmatique des problèmes d'un monde interdépendant fournit une base utile pour élargir la coopération multilatérale et pour augmenter l'efficacité des Nations Unies.

M. Ellemann-Jensen (Danemark)

Les Douze appuient fermement une Organisation des Nations Unies forte et efficace et sont persuadés que tous les Etats Membres poursuivent ce même but. Toutefois, pour réaliser notre objectif commun, les actes doivent suivre les paroles.

La quarante-deuxième session de l'Assemblée générale a entamé ses travaux la semaine dernière. Les mois à venir seront marqués par une multitude de réunions de nombreux comités. Je terminerai en citant le philosophe danois, Piet Hein, dont l'avis sur l'arithmétique de la coopération est le suivant :

"Pour additionner les comités,

Il existe un système empirique utile :

Ce sont les talents qui font une différence

Mais les folies qui s'additionnent."

Additionnons tous nos talents afin de régler nos différences. Le résultat net en sera un monde meilleur.

La séance est levée à 13 h 5.